



Association
Française
pour la Prévention
des Catastrophes
Naturelles et Technologiques

AFPCNT

Mieux comprendre, mieux prévenir

Rapport sur les démarches de résilience aux risques naturels et technologiques

Premier état des lieux et perspectives

Décembre 2022

Remerciements

Ce rapport a été rédigé par Léna Valéanu, *Chargée d'études à l'AFPCNT*
avec les participations de :
Bernard GUEZO, *Pilote de la mission 3 "Animation territoriale et intersectorielle" à l'AFPCNT*
Ghislaine VERRHIEST-LEBLANC, *Directrice générale de l'AFPCNT*
Anne-Marie LEVRAUT, *Vice-Présidente de l'AFPCNT*

L'AFPCNT remercie :

Jean-Frédéric BAILLY, *Cerqual Qualitel Certification*
Nicolas BEAUREZ, *Cerema*
Omar BELARBI, *L'Habitat Résilient*
Nicolas CHEBROUX, *CEM-CGU*
Marie COURSELAUD, *Centre de recherche et de restauration des musées de France*
Yann DENIAUD, *Cerema*
Sandra DECELLE-LAMOTHE, *Association RESILIANCES*
Yannick FERRAND, *Ville de Cannes*
Michaël FRANÇOIS, *ex-stagiaire à l'AFPCNT*
Sarah GERIN, *Mission Risques Naturels (MRN)*
Frédéric HENRY, *Agence Qualité Construction (AQC)*
Sarra KASRI, *Chargée de mission à l'AFPCNT*
Céline Le Flour, *Chargée de mission à l'AFPCNT*
Claire MENON, *Résilience France*
Myriam MERAD, *Présidente du Conseil Scientifique de l'AFPCNT*
Fabien PALHOL, *Cerema*
Virginie PERROMAT MALIKITE, *membre du Bouclier Bleu France*
Louise RHODDE, *Cerema*
Régis Thépot, *Expert senior gestion des risques*

Sommaire

Remerciements.....	2
Sommaire.....	3
Préambule.....	4
Résilience et notions associées.....	9
Les différentes formes de démarches de résilience.....	12
• Démarches de reconnaissance de la résilience.....	14
• Outils / Méthodes.....	17
• Appui / Accompagnement.....	19
• Stratégies de résilience.....	21
• Formation-action / Mise en réseau.....	23
Tableau de synthèse des démarches.....	24
Projet de structuration d'une démarche de travail.....	25
Fiches descriptives.....	27
Bibliographie.....	86

Préambule

Sur les origines de l'émergence du concept de résilience

La "résilience" ou plus communément appelée dans sa version anglaise 'resilience' ou 'resiliency' (rebondissement) apparaît pour la première fois dans les pays anglo-saxons en 1824. Prise dans son acception la plus large, la résilience désigne la capacité d'un système à rebondir face à une perturbation ou un choc. En réalité, une myriade de définitions existe qui diffèrent selon les disciplines : mécanique, physique, psychologie, écologie, sciences sociales, géographie, politique, économie, etc.

Lors de la première Décennie internationale 1990-1999 pour la réduction des catastrophes naturelles, l'Organisation des Nations-Unies a encouragé la prise en compte de la résilience pour améliorer la gestion des risques de catastrophes. La résilience permet en effet d'éviter des situations de rupture grave du fonctionnement d'une communauté ou d'une société. Le Bureau des Nations-Unies pour la réduction des risques de catastrophes (UNDRR) définit la résilience* comme « *la capacité d'un système, d'une communauté ou une société exposée aux risques de résister, d'absorber, d'accueillir et de corriger les effets d'un danger, en temps opportun et de manière efficace, notamment par la préservation et la restauration de ses structures essentielles et de ses fonctions de base* » (UNDRR, 2009).

Depuis l'adoption des cadres d'action de Hyogo** (2005) puis de Sendai*** (2015) sur la réduction des risques de catastrophes, la résilience est devenue le nouveau leitmotiv de la communauté internationale, généralisant son usage à d'autres textes onusiens et à d'autres programmes mondiaux tels que les Objectifs de Développement Durable, l'accord de Paris sur le climat, le nouvel agenda urbain et l'agenda sur la biodiversité.

En France, le concept de résilience a connu des évolutions fortes dans les dernières décennies avec un usage qui s'est également développé dans les toutes dernières années. Les principales étapes sont développées ci-après (L. Valéanu, 2022).

Dès son introduction initiale dans le domaine de la physique (1901), la résilience désignait déjà la capacité d'un matériau à absorber l'énergie d'un choc en se déformant et à retrouver sa forme initiale après déformation.

Dans le tournant des années 1970, elle fait son entrée dans le champ de l'écologie scientifique. Dans son article fondateur de 1973, Holling définit la résilience comme « *la capacité d'un système à pouvoir intégrer dans son fonctionnement une perturbation, sans pour autant changer de structure qualitative* » (Holling, 1973). L'écologue canadien introduit également le concept de « systèmes résilients ». Cette approche reste encore très présente aujourd'hui.

*UNISDR. (2009). Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophe

**UNDRR. (2005). Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015 : Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes

***UNDRR. (2015). Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)

La notion de résilience se diffuse ensuite dans d'autres disciplines scientifiques concernées par les thématiques environnementales ainsi que dans le domaine de la psychologie. La résilience décrit alors le comportement d'un individu face à une perturbation (Cyrulnik et Seron, 2012).

Depuis les années 2000, la résilience est présente dans le champ de la géographie, en particulier celui de la géographie des risques où elle devient un concept central (Dauphiné et Provitolo, 2007 ; Lhomme, 2012 ; Quenault, 2015). En géographie des risques, un enjeu est dit « résilient » lorsqu'il est « capable d'absorber une perturbation et de récupérer, se relever, se reconstruire, se réorganiser, sans changer radicalement de nature, de fonction ou de structure » (Provitolo et Dauphiné, 2007). La résilience est donc à la fois « réactive et proactive » puisqu'elle vise à anticiper un risque et ses conséquences mais aussi à réagir après un événement par le déploiement de stratégies politiques de prévention des catastrophes (Provitolo, 2019).

Le Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema) définit le territoire résilient* comme un territoire en mouvement, capable :

- d'anticiper des perturbations, brutales ou lentes, grâce à la veille et à la prospective,
- d'en minimiser les effets,
- de se relever et rebondir grâce à l'apprentissage, l'adaptation et l'innovation,
- d'évoluer vers un nouvel état en équilibre dynamique préservant ses fonctionnalités. Cet état est décidé et construit démocratiquement

La notion de « résilience territoriale » se diffuse dans les champs de l'aménagement, des villes et des territoires et s'affirme comme un concept incontournable de l'action publique. Le concept est d'abord expérimenté en 2010 par le Conseil Régional du Nord-Pas-De-Calais dans le prolongement de la notion de « développement durable », jugée insuffisante. En 2015, l'expression est reprise par le Commissariat général au développement durable et le Cerema dans un document d'état des lieux et perspectives par le ministère de l'écologie. La même année, la Stratégie de résilience de la Ville de Paris est mise au point lors de la COP 21. Les séminaires sur la sécurité globale et la résilience des territoires, organisés par le Cerema entre 2017 et 2019, mobilisent également le concept. Enfin, le 23 février 2022, une mission d'information de l'Assemblée nationale publie un rapport** sur la résilience nationale.

La résilience doit s'appréhender dans le contexte devenu celui des changements globaux : démographie, urbanisation, changement climatique, effondrement de la biodiversité, etc. Les changements globaux peuvent être définis comme « des changements cumulatifs, irréversibles, rapides, mesurables à l'échelle planétaire et dont les effets sont perceptibles à l'échelle locale et dans notre vie quotidienne » (B. Guézo, 2022).

*Cerema. 20 août 2014. "La résilience, un outil pour les territoires ?". URL : <https://www.cerema.fr/fr/actualites/resilience-outil-territoires>

**Mission d'information parlementaire sur la résilience nationale. Rapport d'information déposé le 23 février 2022.
URL : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/resinat/l15b5119_rapport-information#

Ces changements globaux génèrent des risques nouveaux auxquels sont confrontés tous les territoires. Ces derniers peuvent subir des perturbations, des chocs ou des stress, parfois rapides, parfois plus lents. La survenance de ces événements met en jeu la vulnérabilité de ces territoires.

Dans ce contexte, la résilience territoriale semble donner aux territoires la possibilité de s'appuyer sur leurs connaissances, leurs savoirs locaux et leurs ressources propres pour proposer des réponses opérationnelles et concrètes pour surmonter un événement traumatisant. La résilience apparaît comme une notion nouvelle favorisant le développement de démarches de résilience, impliquant de multiples acteurs, et ce, à différentes échelles.

Sur les démarches de résilience face aux risques majeurs et la genèse du présent rapport

Des démarches de résilience des territoires et des organisations face aux risques majeurs sont en cours de développement. Elles peuvent couvrir un large spectre et font l'objet de caractéristiques variables. Beaucoup de dispositions préexistantes au concept de résilience ont vocation à être englobées dans ce vocable. Il semble surtout intéressant d'identifier la plus-value que ce concept peut apporter par rapport aux pratiques antérieures.

L'Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques (AFPCNT) anime un réseau d'acteurs très diversifié : scientifiques, experts, universitaires, élus, collectivités territoriales, associations, entreprises et organismes publics. Ces acteurs sont souvent engagés dans le développement de la résilience aux risques naturels et technologiques. L'action de l'association vise à organiser le dialogue constructif entre ces différentes composantes en vue d'un enrichissement mutuel du recours à cette notion.

Dans le cadre de son projet associatif, l'AFPCNT se donne également pour mission de conforter et de développer les démarches visant à la résilience des territoires aux risques naturels et technologiques, en particulier dans le contexte devenu celui du changement climatique.

Par ailleurs, la Convention Pluriannuelle d'Objectifs (CPO) prévoit que l'AFPCNT mène un certain nombre d'actions destinées à favoriser la résilience des territoires et des organisations.

Pour ce faire, l'association a réalisé un recensement non exhaustif des démarches de résilience qui existent en France et à l'étranger. Ce recensement exploratoire a permis de classer les démarches de résilience selon différentes catégories. Il conduit à prévoir des investigations plus poussées pour chacune d'entre elles. Sur ces bases, le présent rapport se positionne comme un document initiateur des travaux à mener sur le sujet de la résilience.

Les développements ci-après s'articuleront autour de trois volets. Le premier volet du rapport introduit les différentes saisines du Conseil scientifique de l'AFPCNT. Celles-ci ont vocation à éclairer le cadre scientifique sur le sujet de la résilience sous différents angles. Le deuxième volet dresse un aperçu des démarches de résilience recensées et classées par catégories. Chaque catégorie comporte un propos introductif appuyé par des exemples suivi d'une présentation du programme de travail. Le troisième volet regroupe l'ensemble des fiches descriptives associées aux diverses démarches recensées.

Résilience et notions associées

L'analyse précédente met en lumière le besoin d'un éclairage du cadre conceptuel de la résilience face aux risques naturels et technologiques dans le contexte du changement climatique. A ce titre, une saisine du Conseil scientifique de l'AFPCNT est en cours sur divers sujets : la notion de « résilience », la valorisation et la reconnaissance des démarches de contribution à la culture de la résilience et de la prévention des risques de catastrophes (dont la labellisation) ainsi que l'approche *Build Back Better*.

- **Apports et limites du concept « *Build Back Better* »**

Intégrée comme quatrième priorité du cadre d'actions de Sendai, le recours à la notion de *Build Back Better* prend de l'importance ces dernières années. Le concept fait l'objet de multiples discussions à la fois scientifiques et opérationnelles, en particulier sur les enjeux qu'il présente en matière de définition, de modélisation et de mise en œuvre. Dans le cadre du lancement par l'AFPCNT d'une dynamique nationale *Build Back Better*, l'usage de ce concept, ses apports et ses limites sont à interroger. Une question soulevée porte également sur la mobilisation de la notion dans une perspective d'aménagement des territoires et de résilience économique sociale et territoriale dans un contexte à risque et plus largement de changement climatique. Enfin, des éclaircissements sont utiles sur les temporalités du *Build Back Better* en rapport à l'avènement d'une crise ou une catastrophe.

- **Définitions autour du concept de « résilience »**

En matière de prévention et de gestion des risques, le terme « résilience » est depuis de nombreuses années utilisé mais demeure un concept imprécis et controversé. Ceci induit un paysage multiple sur la manière de le qualifier, de le quantifier et d'en faire un principe opérationnel pour les territoires et les organisations. Cette multiplicité des approches de la résilience a pour incidence de complexifier la mise en œuvre de la résilience. Un éclairage sur les définitions du concept de « résilience » et ses incidences méthodologiques semble être une première étape pour son appropriation par l'AFPCNT.

En parallèle de la saisine, les adhérents de l'AFPCNT seront consultés de manière à recueillir leur vision de la résilience, les conditions opérationnelles dans lesquelles ils mobilisent cette définition ou encore les outils qu'ils utilisent.

- **Valorisation et reconnaissance des démarches de contribution à la culture de la résilience et de la prévention des risques de catastrophes (dont labellisation)**

Un éclairage sur les démarches de reconnaissance de la résilience est utile pour en préciser la signification, le cadre, les objectifs ainsi que les avantages et les inconvénients. Des réflexions peuvent également porter sur la façon de développer les axes de travail de l'AFPCNT dans ce domaine au titre de la culture du risque et de la résilience face aux risques majeurs.

Sur ces différents sujets, un court rapport de synthèse est attendu en vue d'une publication au premier trimestre 2023.

Par ailleurs, l'AFPCNT travaille à la finalisation d'un Livre blanc sur la réduction des risques de catastrophes. Ce document a pour ambition de rassembler les retours des expériences vécues par les acteurs de la prévention des risques naturels en France et en Europe. Il comprend une réflexion sur la résilience.

Les différentes formes de démarches de résilience

Dans une perspective de meilleure visibilité des démarches de résilience recensées, le souhait formulé a été celui de regrouper ces démarches par grandes familles comme suit :

- Démarches de reconnaissance de la résilience
- Outils / Méthodes
- Appui / Accompagnement
- Stratégies de résilience
- Formation / Formation-action / Mise en réseau

La classification transversale proposée ci-dessus présente l'avantage de s'appliquer à tout type de système : territoire, bâtiment etc.

Le recensement ne prétend pas à l'exhaustivité, c'est pourquoi l'AFPCNT poursuivra le recensement national et envisage de réaliser un parangonnage européen et onusien sur les initiatives approchant la thématique de la résilience.

Démarches de reconnaissance de la résilience

La reconnaissance se présente comme un dispositif de valorisation des bonnes pratiques en matière de résilience des territoires et des organisations. Elle peut prendre différentes formes : les concours avec remise de prix, les audits, les labels, les certifications ou encore la mise en place d'un réseau d'acteurs... La reconnaissance peut s'appuyer sur des démarches d'auto-évaluation ou mettre en jeu un organisme indépendant qui délivre une distinction sous une forme ou sous une autre de manière à valider des compétences ou des savoir-faire.

Sur le plan international, différentes initiatives sont prises en matière de reconnaissance de la résilience. Par exemple, dans le cadre de la priorité 3 du cadre de Sendai, intitulée "investir dans la réduction des risques de catastrophe aux fins de la résilience", l'UNDRR a mis en place dans la région Asie-Pacifique le *Women's International Network on Disasters Risk Reduction*, un réseau professionnel visant à célébrer le travail des femmes dans le domaine de la réduction des risques de catastrophes (voir fiche n°13).

Le gouvernement du Québec a également créé en 2016 le "Mérite québécois de la sécurité civile". Cette initiative reconnaît les projets remarquables dans le domaine de la sécurité civile. Ces projets sont guidés par les objectifs suivants :

- améliorer la connaissance des risques naturels et anthropiques présents sur le territoire québécois et prévenir les risques de sinistres en sécurité civile
- préparer aux sinistres naturels ou anthropiques auxquels le Québec est confronté
- diminuer les conséquences d'un sinistre et assurer la sécurité des personnes et la protection des biens

En France, l'audit RESISCORE (voir fiche n°10) de l'association RESILIANCES atteste de la réalisation d'actions de prévention des risques majeurs par les petites entreprises. La reconnaissance est un avis à dire d'experts, avec évaluation par niveau d'implication de l'activité ou de l'organisation dans le domaine de la prévention des risques majeurs.

Démarches de reconnaissance de la résilience

Sur la base d'une auto-évaluation par questionnaire, Résilience France analyse les dispositifs de résilience des entreprises de plus de 250 employés. Aux côtés de ce Label Résilience France Entreprises (voir fiche n°8), le Label Résilience France Collectivités (voir fiche n°7) évalue le niveau de préparation des collectivités aux situations de crise et valorise les actions de sauvegarde des populations mises en place.

Avec l'appui de partenaires expérimentés en matière de démarches de résilience parmi ses membres (HCFRN, association RESILIANCES, IFFO-RME, etc), l'AFPCNT a programmé l'élaboration d'un ensemble de repères partagés des différents modes opératoires possibles en matière de reconnaissance de la résilience. Ces repères seront transversaux, utiles pour différents types de cibles, de modes opératoires. Ce travail ouvrira sur des développements futurs dans des champs non couverts aujourd'hui.

Ces points de repères seront partagés entre tous les acteurs. L'ensemble n'a pas vocation à être normatif. Il doit ouvrir à la mise en place d'un espace d'échanges et de dialogue sur les expériences menées en matière de reconnaissance de démarches de résilience.

Cet ensemble de repères partagés définira la façon dont la résilience doit être abordée en s'appuyant sur le Conseil scientifique de l'AFPCNT et la consultation des adhérents de l'association.

Il proposera un panorama des démarches possibles de reconnaissance de la résilience. Chaque démarche sera présentée et illustrée par des exemples. Pour chacune d'entre elles, un *vade-mecum* sera réalisé et précisera les fondamentaux, les bonnes pratiques, les documents de référence.

Cet ensemble de repères partagés mettra en évidence des besoins en matière de développement des démarches de reconnaissance de la résilience. Il comprendra également un volet exploratoire de démarches innovantes à mener pour la reconnaissance de la résilience. Ces dernières auraient vocation à mobiliser des acteurs, des organisations et des territoires porteurs de projet.

Démarches de reconnaissance de la résilience

Le dispositif d'accompagnement est destiné à porter dans la durée la mise en œuvre de cet ensemble de repères partagés. Ce dernier proposera les modalités de ce dispositif. Celui-ci pourrait comporter la réalisation de bilans bilatéraux partagés entre l'AFPCNT et les partenaires intéressés. Il pourrait aussi prévoir les modalités d'engagement de démarches expérimentales mobilisant des nouveaux acteurs.

Le programme présenté ci-dessus a vocation à s'inscrire dans une feuille de route explicitant les modalités de réalisation du projet : pilotage, mise en œuvre, calendrier...

Outils / Méthodes

La catégorie "Outils / Méthodes" rassemble l'ensemble des éléments, des instruments, des dispositifs utilisés, en vue du développement/renforcement de la résilience des territoires et des organisations.

Les besoins en outils et méthodes sont multiples car ils s'adressent à diverses catégories d'acteurs : professionnels des risques, élus et collectivités territoriales, établissements publics, entreprises, gestionnaires d'infrastructures et de transport, exploitants de bâtiments ou de campus commerciaux, industriels et multi-résidentiels, centres médicaux et hébergements de personnes vulnérables, associations environnementales, scolaires, familles, habitants, etc...

Différents exemples peuvent être pris en matière d'outils et de méthodes, comme par exemple les boussoles, les calculateurs, comme le calculateur de résilience (voir fiche n°16) développé par le département de la Gironde, les jeux, mais aussi les méthodologies et les référentiels, comme ceux proposés par l'UNDRR pour les villes (voir fiche n°21) et les bâtiments industriels et commerciaux (voir fiche n°22).

Le Cerema a conçu une boussole de la résilience (voir fiche n°15) ainsi qu'une méthodologie de résilience des infrastructures (voir fiche n°19). Ces initiatives participent d'une traduction opérationnelle du concept de résilience dans des projets concrets sur les territoires. La Boussole est un outil pratique à vocation pédagogique. Elle est destinée à accompagner les collectivités et les organisations dans des démarches de résilience territoriale. Elle facilite la compréhension des enjeux. Elle aide à se poser les bonnes questions et à objectiver la transversalité du sujet.

Au-delà des exemples présentés, un recensement minutieux des outils et méthodes mobilisables pour la résilience des territoires et des organisations apparaît nécessaire. Certains outils existants comme ceux relatifs à la réalisation de diagnostics peuvent nécessiter des adaptations pour traiter des questions de résilience et de vulnérabilité. De même, des besoins sont identifiés en matière de caractérisation de la résilience (réflexion sur les indicateurs ou les critères). Ce recensement permettra de disposer d'un panorama des outils et des méthodes existants ou à développer en matière de résilience.

Outils / Méthodes

Pour répondre à ce besoin, l'AFPCNT conduira une mission post-doctorale sur la résilience. Cette mission procèdera au recensement des travaux de recherche emblématiques sur le sujet de la résilience et étudiera les différents outils et méthodes de la résilience existants et proposés. En tenant compte de l'existant, un objectif serait d'élaborer une méthodologie d'analyse et de diagnostic de la résilience pour les territoires et les organisations. Cette analyse comportera :

- une partie « multirisques »
- une partie « opportunités »
- une partie « transfert de risques » à la suite de la mise en place des mesures de prévention ou de gestion de crise
- une partie « transitions »

Un groupe de travail pluri-acteurs, plurisectoriel et pluri-territorial sera mis en place.

La méthodologie doit poser les bases d'un outil on-line SIG de diagnostic de la résilience.

Le travail scientifique qui sera conduit dans le cadre de cette mission prendra appui sur le présent recueil de démarches de résilience. Ce dernier permettra d'approfondir les démarches menées sous l'angle de la résilience, de les enrichir et de suivre leur évolution dans le temps.

Appui / Accompagnement

La mise œuvre des démarches de résilience par des collectivités ou des organismes implique souvent l'intervention d'un tiers en appui. Cette intervention peut consister en une aide financière ou en un accompagnement technique. Son cadre administratif peut prendre la forme d'un contrat, d'une charte ou d'une subvention.

Ainsi, l'Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME) de la région Île-de-France a accompagné en 2021 quatre collectivités territoriales franciliennes dans la mise en œuvre d'une stratégie de résilience territoriale (voir fiche n°23). Sous la forme d'ateliers participatifs, l'accompagnement visait à établir un diagnostic territorial de chaque territoire et à identifier des propositions d'actions.

La région Île-de-France a élaboré une charte d'engagement pour concevoir des quartiers résilients face au risque d'inondation (voir fiche n°26). Cette charte pose comme objectif d'améliorer la résilience du territoire francilien en intégrant le risque inondation dans les projets de renouvellement urbain.

En matière d'aide financière, l'État apporte son concours aux collectivités par différents programmes parmi lesquels on compte "Action cœur de Ville" (voir fiche n°25), "Petites Villes de Demain" (voir fiche n°24) et encore les contrats de relance et de transition écologique (voir fiche n°26). Ces programmes accompagnent les collectivités territoriales et les acteurs socio-économiques dans des trajectoires de transition faisant souvent appel à des capacités de résilience.

La mobilisation des citoyens et de la société civile sur le sujet de la résilience semble par ailleurs inéluctable. Si la cible citoyenne est déjà impliquée dans certaines démarches de résilience (voir fiches n°23, 26 et 27), il conviendrait de multiplier les démarches allant en ce sens. Cette analyse reflète le besoin de mettre en contact des bénéficiaires de la résilience, des porteurs de projets et des ressources mobilisables. Pour y répondre, l'AFPCNT mène une réflexion sur le déploiement de référents territoriaux qui joueraient le rôle de point contact au niveau des territoires.

Appui / Accompagnement

Ces référents auraient pour mission de développer des démarches d'écoute avec les acteurs des territoires (milieu associatif en particulier) et, le cas échéant, de les accompagner dans le développement de démarches exemplaires et expérimentales en lien avec le projet associatif sKarabée.

De plus, l'AFPCNT envisage de mettre en place un dispositif de reconnaissance des démarches en faveur de la résilience des territoires et des organisations face aux risques naturels et technologiques. Des ateliers citoyens seront préparés et déployés afin d'impliquer la société civile dans la conception de dispositifs de résilience. Le principe de conférences régionales des acteurs impliqués sera testé sur un territoire en 2022 puis sur d'autres territoires.

Par ailleurs, un groupe de travail "Réduction de la vulnérabilité des personnes âgées aux inondations" piloté par Calyxis est déjà constitué.

Stratégies de résilience

L'élaboration de stratégies tient une bonne place dans les démarches relatives à la résilience des territoires et des organisations. Une stratégie est un ensemble d'actions coordonnées qui visent à atteindre un but précis, émanant d'une volonté politique. L'organisme qui élabore la stratégie se fixe un cadre pour réaliser ses objectifs en matière de résilience. Un appui technique est requis afin de traduire en mesures concrètes les actions de la stratégie et de les mettre en œuvre.

Ainsi, la stratégie de résilience de la Ville de Paris s'est dotée en 2015, au moment de la COP 21, d'une stratégie de résilience (voir fiche n°31). Lancée en 2017, cette stratégie se décline en 35 actions réparties suivant 6 enjeux prioritaires : inégalités sociales, économiques, territoriales et cohésion sociale, risque terroriste et contexte sécuritaire, dérèglement climatique, pollution de l'air, Seine et risques liés au fleuve, gouvernance territoriale. La Ville de Paris engage en 2022 la refonte de cette stratégie afin de mettre en œuvre de nouvelles actions dès 2024. Cette refonte intégrera les questions liées aux infrastructures et à la logistique, à la résilience alimentaire, au renforcement des solidarités de proximité ainsi qu'à la résilience financière. La future stratégie se voudra ouverte, participative, inclusive, collaborative. Dans la même lignée, le Conseil départemental de la Gironde a lancé en 2019 une stratégie de résilience sous la forme d'une "boîte à outils" (voir fiche n°32). Au moyen de guides, de questionnaires, de jeux ou encore de MOOC, le département entend sensibiliser les acteurs locaux et les citoyens à la résilience afin de les inciter à imaginer et à mettre en œuvre des actions concrètes sur les territoires.

Partant de ces exemples de démarches, l'AFPCNT souhaite développer une approche stratégique de la résilience aux catastrophes naturelles et technologiques sous l'angle du *Build Back Better*. Cette approche vise à aménager et à construire de façon résiliente en intégrant des principes de réduction de la vulnérabilité et de reconstruction post-catastrophe.

Stratégies de résilience

Sa mise en œuvre se fera par le déploiement progressif de démarches transversales au sein des territoires, visant à la mobilisation des hommes de l'art, professionnels et acteurs locaux sur des secteurs exposés aux risques majeurs. Des approches territoriales de réduction de la vulnérabilité (réseaux et infrastructures) seront également proposées. Un groupe de travail "Réduction de la vulnérabilité des territoires : défaillance des réseaux" sera mis en place sur la base d'un état des lieux préalable.

Cette démarche est appelée à se coordonner avec la mission scientifique et technique de l'AFPCNT et les diverses saisines du Conseil scientifique.

Par ailleurs, un chantier plus spécifique est d'ores et déjà en cours : un groupe de travail "Anticiper la reconstruction face aux inondations" piloté par le Centre Européen de Prévention du Risque d'Inondation (CEPRI). Ce dernier groupe de travail sera dédié à l'évaluation de la capacité de la société à favoriser un « retour à la normale » rapide des territoires suite à une catastrophe.

Formation-action / Mise en réseau

Les démarches de résilience impliquent une montée en compétences des acteurs. Celle-ci peut se faire de différentes façons : ressources en ligne, formation-action, travail en réseau, participation à des séminaires d'échanges, etc.

Ainsi, le Cerema a réalisé entre 2016 et 2019 plusieurs séminaires sur la thématique de la résilience (voir fiches n°36 à 40). Celle-ci est abordée sous différents angles : partage d'expériences entre experts d'origines différentes, établissement de diagnostics, recherche de cadres de référence transversaux, mise en relation des acteurs, etc.

Le Conseil départemental de la Gironde a créé un MOOC sur la résilience (voir fiche n°34). Le MOOC est composé de trois volets. Le premier chapitre est centré sur le concept de résilience. Le deuxième chapitre expose les concepts nouveaux et innovants au regard de la résilience. La dernière partie illustre les deux premiers chapitres par des exemples de projets résilients autour de diverses thématiques : alimentation, énergie, rénovation de cours d'école, etc.

Le think-tank Shift Project a créé en 2022 un podcast sur la résilience, destiné en priorité aux élus et aux collectivités (voir fiche n°35). Ce podcast apporte des clés de compréhension sur les enjeux de l'adaptation au changement climatique et sur la résilience territoriale. Il explique comment poser un diagnostic de territoire et esquisse des pistes d'actions concrètes.

Les démarches précitées visent à renforcer la formation des acteurs et favoriser la mise en réseau. Le groupe de travail sur la résilience des Outre-Mer de l'AFPCNT est très actif en la matière. Ce réseau a notamment pour objectif de partager et valoriser les expériences et pratiques locales dans les territoires d'Outre-Mer comme ressources mobilisables par l'ensemble de ces territoires en matière de culture du risque et de la résilience. L'ambition serait de transposer ce type de démarche de mise en réseau pour la développer en France hexagonale.

Tableau de synthèse

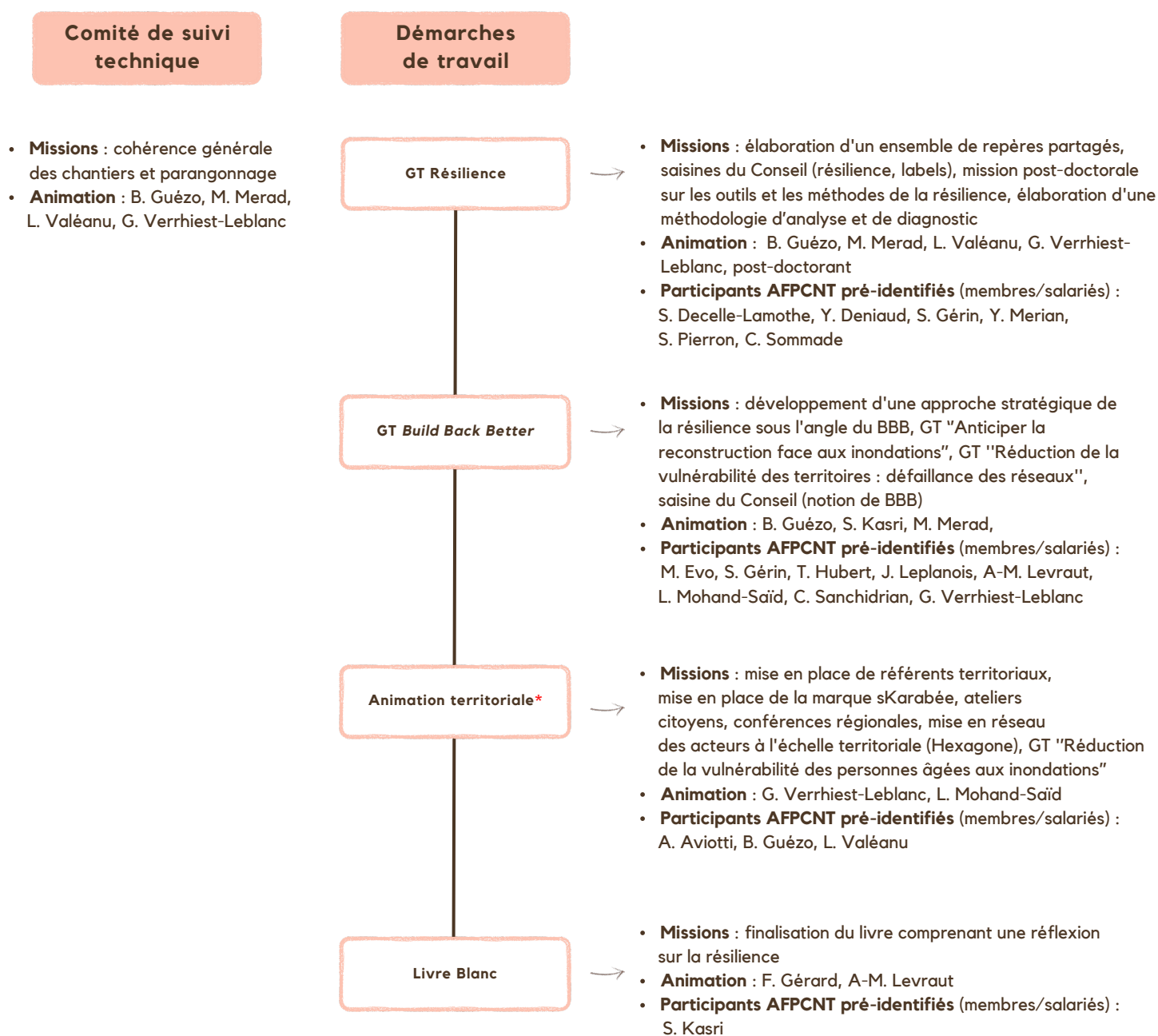
Les différentes approches présentées ouvrent sur des perspectives de travaux par l'AFPCNT synthétisées dans le tableau suivant :

Définitions et mobilisation de la résilience	Synthèse des saisines du Conseil scientifique de l'AFPCNT sur les concepts de résilience, de mieux (re)construire post-catastrophe, de labellisation. Finalisation d'un Livre blanc comprenant une réflexion sur la résilience.
Formes de démarches de résilience	Pour chacune de ces démarches : réalisation d'un parangonnage européen et onusien sur les initiatives approchant la thématique de la résilience.
Démarches de reconnaissance de la résilience	Elaboration d'un ensemble de repères partagés des différents modes opératoires possibles en matière de reconnaissance de la résilience.
Outils / Méthodes	Conduite d'une mission post-doctorale sur les outils et les méthodes de la résilience aboutissant à une méthodologie d'analyse et de diagnostic.
Appui / Accompagnement	Mise en place de référents territoriaux, points contact entre les acteurs. Mise en place de la marque sKarabée . Préparation et déploiement d'ateliers citoyens impliquant la société civile. Organisation de conférences régionales. GT "Réduction de la vulnérabilité des personnes âgées aux inondations".
Stratégies de résilience	Développement d'une approche stratégique de la résilience aux catastrophes naturelles et technologiques sous l'angle du Build Back Better . GT "Réduction de la vulnérabilité des territoires : défaillance des réseaux" GT "Anticiper la reconstruction face aux inondations".
Formation-action / Mise en réseau	Mise en réseau des acteurs à l'échelle territoriale (Hexagone) à l'exemple du réseau de la résilience des Outre-Mer aux risques majeurs.

Projet de structuration d'une démarche de travail

Projet de structuration d'une démarche de travail

La mise en œuvre du projet conduit à envisager une structuration de la démarche de travail comme proposé sur le schéma ci-dessous. Le principe proposé consiste en la mise en place d'un comité de suivi global et de groupes de travail associés à chaque chantier.



* Cet axe de travail recouvre les deux volets de la culture du risque et de la résilience

Fiches descriptives

Les démarches de résilience recensées ont été classées selon la classification transversale suivante :



Démarches de reconnaissance de la résilience



Outils / Méthodes



Appui / Accompagnement



Stratégies de résilience



Formation-action / Mise en réseau

Liste des fiches descriptives

Démarches de reconnaissance de la résilience

- *Fiche n°1 - AMITER*..... 31
- *Fiche n°2 - Bouclier Bleu France*..... 32
- *Fiche n°3 - Bouclier de la Résilience*..... 34
- *Fiche n°4 - Certification Gestion de crise*..... 35
- *Fiche n°5 - Certification NF Habitat – NF Habitat HQE*..... 37
- *Fiche n°6 - GPATIC*..... 39
- *Fiche n°7 - Label Résilience France Collectivités*..... 40
- *Fiche n°8 - Label Résilience France Entreprises*..... 42
- *Fiche n°9 - L’Habitat Résilient*..... 44
- *Fiche n°10 - RESISCORE*..... 45
- *Fiche n°11 - sKarabée*..... 47
- *Fiche n°12 - Trophée des Bâtiments Résilients*..... 48
- *Fiche n°13 - Women’s International Network on Disasters Risk Reduction*..... 50

Outils / Méthodes

- *Fiche n°14 - Agirisk*..... 52
- *Fiche n°15 - Boussole de la Résilience*..... 53
- *Fiche n°16 - Calculateur de résilience*..... 55
- *Fiche n°17 - How resilient is your coastal community ?*..... 56
- *Fiche n°18 - Jeu de la résilience*..... 57
- *Fiche n°19 - Méthodologie pour la résilience des infrastructures*..... 58
- *Fiche n°20 - "100 Resilient Cities"*..... 60
- *Fiche n°21 - The Disaster Resilience Scorecard for Cities*..... 62
- *Fiche n°22 - The Disaster Resilience Scorecard for industrial and commercial buildings*..... 64

Liste des fiches descriptives

Appui / Accompagnement

- *Fiche n°23 - Accompagnement de territoires pilotes franciliens.....* 65
- *Fiche n°24 - "Petites Villes de Demain".....* 66
- *Fiche n°25 - Plan "Action cœur de ville".....* 68
- *Fiche n°26 - Charte d'engagement quartiers résilients au risque d'inondation.....* 69
- *Fiche n°27 - Contrat de relance et de transition écologique.....* 70
- *Fiche n°28 - R4RE (Resilience For Real Estate).....* 71

Stratégies de résilience

- *Fiche n°29 - Feuille de route Néo Terra de la région Nouvelle-Aquitaine.....* 72
- *Fiche n°30 - Making Cities Resilient 2030.....* 73
- *Fiche n°31 - Stratégie de résilience de la Ville de Paris.....* 75
- *Fiche n°32 - Stratégie de résilience girondine.....* 76
- *Fiche n°33 - Stratégie littorale Bresle Somme Authie.....* 77

Formation-action / Mise en réseau

- *Fiche n°34 - MOOC Résilience.....* 79
- *Fiche n°35 - Podcast « Résilience des territoires et transition écologique ».....* 80
- *Fiche n°36 - Projet de résilience territoriale - Semarang (Indonésie).....* 81
- *Fiche n°37 - Séminaire "Résilience des Outre-Mer aux risques majeurs dans le contexte du changement climatique".....* 82
- *Fiche n°38 - Séminaire "Résilience urbaine et gestion de crise".....* 83
- *Fiche n°39 - Séminaire "Résilience urbaine et sécurité des territoires".....* 84
- *Fiche n°40 - Séminaire "Sécurité globale et résilience des territoires".....* 85




1- Appel à manifestation d'intérêt « Mieux aménager les territoires en mutation exposés aux risques naturels » (AMITER)

Cette démarche succède à la démarche GPATIC (voir fiche n°6)

PORTAGE	Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires
ORGANISMES CIBLES	Collectivités (communes ou EPCI) disposant de sites confrontés à un ou plusieurs risque(s) naturel(s) majeur(s)
DATE DE CRÉATION	2019
OBJECTIFS	Faire émerger des projets d'aménagement innovants pour des sites exposés à des risques naturels afin d'atténuer l'impact du changement climatique pour les territoires
TYPE D'APPROCHE	Trois étapes : <ul style="list-style-type: none">• Appel à manifestation d'intérêt : les collectivités territoriales sont appelées à proposer des secteurs de renouvellement urbain, exposés à un risque naturel• Élaboration d'un dossier de site : les collectivités retenues explorent, avec l'appui du Cerema, les enjeux de leur projet au regard de leurs objectifs et de leur exposition aux risques naturels et constituent un dossier de site servant de support au concours d'idées• Concours d'idées : des équipes pluridisciplinaires proposent des idées de construction ou d'aménagement au regard des dossiers de site. Un jury sélectionne, pour chaque site, les idées les plus innovantes. Un prix est remis aux lauréats par le ministre d'État.
ÉCHELLE	Nationale




 09 80 80 15 15

 secretariat@bouclier-bleu.fr

 presidence@bouclier-bleu.fr

PORTAGE	Bouclier Bleu France
ORGANISMES CIBLES	Monuments et sites, archives, bibliothèques, musées
ACTEURS CIBLES	Gestionnaires de la Culture
DATE DE CRÉATION	<ul style="list-style-type: none">• 2001 (sous l'appellation Comité Français du Bouclier Bleu - CFBB)• 2019 (changement de nom pour Bouclier Bleu France)
DOC DE RÉFÉRENCE	<ul style="list-style-type: none">• Convention de La Haye pour la protection des biens culturels, mobiliers ou immobiliers, en cas de conflits armés (1954)• Schéma directeur du Plan patrimoine culturel et risques majeurs (2013)
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Protéger le patrimoine culturel dans les situations d'urgence (conflits armés et catastrophes naturelles ou d'origine humaine)• Encourager la sauvegarde et le respect du patrimoine culturel par des mesures préventives• Informer, sensibiliser et former tous les publics à la fragilité du patrimoine culturel• Former des professionnels capables de prévenir une catastrophe, d'intervenir lors d'une catastrophe et d'en maîtriser les conséquences• Susciter, favoriser, accompagner et promouvoir toutes les actions de prévention et d'intervention d'urgence (plan d'urgence)• Travailler en liaison avec d'autres organisations et avec les services de secours et de sûreté
TYPE D'APPROCHE	L'État évalue l'importance, pour son patrimoine culturel, d'un bien meuble ou immeuble situé sur son territoire afin d'en assurer sa protection



 09 80 80 15 15

 secretariat@bouclier-bleu.fr

 presidence@bouclier-bleu.fr

RECONNAISSANCE

Emblème du Bouclier Bleu utilisé :

- initialement : pour le marquage des monuments historiques et du Patrimoine Culturel identitaire pour leur protection lors des conflits armés
- par la suite : ouverture progressive à la thématique des risques majeurs et aux démarches relatives à la protection du Patrimoine Culturel face aux risques de catastrophes

AVANTAGES ASSOCIÉS

- Reconnaissance de la valeur inestimable et irremplaçable d'éléments identifiés du Patrimoine Culturel
- Création au sein de l'armée d'unités spéciales chargées de la protection du patrimoine culturel
- Élaboration et mise en place de mesures de protection structurelles et organisationnelles (formation du personnel, planification de gestion de crise et d'évacuation des œuvres) pour les infrastructures culturelles vulnérables aux risques majeurs.

ÉCHELLE

Internationale avec déclinaisons nationales et territoriales (régionales et/ou départementales)



3- Bouclier de la Résilience



01 44 72 06 25



contact@iffo-rme.fr



evelyne.allain@iffo-rme.fr

PORTAGE	Institut Français des Formateurs Risques Majeurs et Protection de l'Environnement
ORGANISMES CIBLES	Établissements d'enseignement
ACTEURS CIBLES	Chefs d'établissement ou directeurs d'école et la communauté éducative
DATE DE CRÉATION	2013
DOC DE RÉFÉRENCE	Plan Particulier de Mise en Sûreté (PPMS)
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Promouvoir les établissements scolaires engagés dans une démarche de résilience (double démarche d'éducation et de prévention)• Former et informer• Réaliser des exercices• Valoriser l'état de bonne préparation face aux risques naturels et technologiques selon une double approche opérationnelle (planification, comportements) et culturelle (connaissance de l'aléa)
TYPE D'APPROCHE	Auto-évaluation <i>via</i> 1 questionnaire non exhaustif mais privilégiant l'essentiel
RECONNAISSANCE	Remise du bouclier de la résilience
VALIDITÉ	1 an - Renouvelable (Il suffit de repasser le questionnaire)
ENTITÉS LABELLISÉES	170 lauréats entre 2013 et 2018
ÉCHELLE	Nationale



4- Certification Gestion de crise (1)



Certification professionnelle des compétences



04 30 31 79 01



<https://certifications-gestion-crise-hcfrn.org/>



06 71 71 84 78



claire.menon@team-hcfdc.org

PORTAGE

Haut Comité Français pour la Résilience Nationale (HCFRN)

ORGANISMES CIBLES

La certification en gestion de crise concerne tous les personnels du secteur public et du secteur privé aux différents niveaux de responsabilité en matière de gestion d'incidents et de crise

ACTEURS CIBLES

Professionnels de la gestion de crises, collaborateurs de cellules de gestion de crise publiques ou privées, pilotes de cellules de gestion de crise publiques ou privées, directeurs de crises

DATE DE CRÉATION

2021

DOCS DE RÉFÉRENCE

- Circulaire relative à l'organisation gouvernementale pour la gestion des crises majeures
- Directive générale interministérielle relative à la planification de défense et de sécurité nationale
- Site sur la prévention des risques majeurs du Gouvernement
- Site Géorisques du Ministère de la Transition Écologique*
- Organisation de la réponse de sécurité civile (ORSEC)
- Mémento Gestion de crise du SGDSN,
- Guide du SGDSN pour réaliser un plan de continuité d'activité
- TS17091 de l'Organisation Internationale de la Standardisation

OBJECTIFS

Attester et valider des compétences en gestion de crise

TYPE D'APPROCHE

- Niveau 1 : QCM de 25 questions, rédaction écrite avec réponse à une question ouverte et entretien oral
- Niveau 2 : QCM de 50 questions et entretien oral
- Niveau 3 : dossier de présentation des acquis, QCM de 15 questions et entretien oral



4- Certification Gestion de crise (2)



Certification professionnelle des compétences



04 30 31 79 01



<https://certifications-gestion-crise-hcfrn.org/>



06 71 71 84 78



claire.menon@team-hcfdc.org

BUDGET INDICATIF

- Niveau 1 : 500 euros
- Niveau 2 : 600 euros
- Niveau 3 : 750 euros

TEMPS NÉCESSAIRE À L'OBTENTION DE LA CERTIFICATION

Pour obtenir la certification, il convient de :

- certifier de 3 ans d'expérience professionnelles *minimum*
- avoir participé, au moins 1 fois, à un exercice de table de gestion de crise en tant qu'acteur et/ou observateur et/ou animateur ; ou bien avoir participé, au moins une fois, à une cellule de gestion de crise
- démontrer un intérêt particulier pour la discipline de la gestion de crise

RECONNAISSANCE

Obtention d'une note supérieure à 12/20

Certification professionnelle, garantie de connaissance et donc de compétence, tant pour la structure d'emploi que pour le cadre de la cellule de crise

VALIDITÉ

3 ans - Renouvelable (passage d'un examen particulier qui doit se dérouler dans les 3 mois suivants la fin de la période de certification)

AVANTAGES ASSOCIÉS

- Certification en gestion de crise
- Validation des acquis et de l'expérience en gestion de crise
- Développement professionnel
- Valoriser son parcours professionnel

PERSONNES CERTIFIÉES

Une quarantaine de personnes certifiées à ce jour

ÉCHELLE

Nationale

5- Certification NF Habitat – NF Habitat HQE (1)



jf.bailly@cerqual.fr



<https://www.nf-habitat.fr/certification/>

PORTAGE	Association CERQUAL Qualitel Certification, AFNOR Certification
LOGEMENTS CIBLES	Maisons, appartements et parties, parties communes associées
ACTEURS CIBLES	Promoteurs, bailleurs, constructeurs de maisons individuelles, professionnels de la rénovation, syndicats de copropriétés, collectivités territoriales, aménageurs
DATE DE CRÉATION	Septembre 2015
DOC DE RÉFÉRENCE	Code de la consommation
OBJECTIFS	<p>Construire, rénover, entretenir, exploiter des logements de qualité sains, confortables et durables en prenant en compte la résilience avec :</p> <ul style="list-style-type: none">• une meilleure qualité de vie• un respect de l'environnement• une bonne performance économique• une résilience des constructions• une connectivité des logements• un suivi des données carbone par opération et au global du parc construit ou rénové
TYPE D'APPROCHE	<p>3 approches :</p> <ul style="list-style-type: none">• contrôles visuels : vérifier que les matériaux, produits et équipements posés sur chantier sont conformes aux critères de qualité et aux normes exigées par la certification• vérifications des documents de recollement du projet par rapport aux documents validés en conception• mesures en réel (débits d'air, acoustique, épaisseur des vitrages, etc...) afin d'établir un rapport de conformité ou de non-conformité à la certification

5- Certification NF Habitat – NF Habitat HQE (2)



jf.bailly@cerqual.fr



<https://www.nf-habitat.fr/certification/>

BUDGET INDICATIF	Environ de 80 à 250 euros (selon la taille du projet)
RECONNAISSANCE	Remise d'une attestation de conformité NF Habitat ou NF Habitat HQE
DURÉE DE VALIDITÉ	Certificat délivré la conception et confirmé à la fin des travaux avec une attestation
RENOUVELLEMENT	Système de droit d'usage possible, renouvelable tous les 3 ans, pour les acteurs engageant une production de logements (construction, rénovation)
LOGEMENTS CERTIFIÉS	3 millions de logements déjà certifiés par QUALITEL dans toute la France
ÉCHELLE	Nationale







6- Grand Prix d'Aménagement en Terrains Inondables Constructibles (GPATIC)

Cette démarche a donné lieu à la démarche AMITER (voir fiche n°1)

PORTAGE	Ministères de l'Environnement, de l'Energie et de la Mer et du Logement et de l'Habitat durable
ACTEURS CIBLES	Maîtres d'ouvrage, bureaux d'étude et concepteurs (architectes, urbanistes, paysagistes, génie écologique...)
DATE DE CRÉATION	2016
DOC DE RÉFÉRENCE	Stratégie nationale de gestion du risque inondation - 2015
OBJECTIFS	Mettre en lumière, valoriser et encourager le développement des techniques et des conceptions architecturales, urbaines ou d'aménagement permettant de rendre moins vulnérables et plus résilients aux inondations les logements et les territoires
TYPE D'APPROCHE	Élaboration d'un projet d'aménagement
ÉCHELLE	Nationale

7- Label Résilience France Collectivités (1)







 04 30 31 79 01  <https://label-resilience-france-collectivites.fr/>
 06 71 71 84 78  claire.menon@team-hcfdc.org

PORTAGE	Haut Comité Français pour la Résilience Nationale (HCFRN)
ORGANISMES CIBLES	Communes, Intercommunalités, EPCI, Métropoles
ACTEURS CIBLES	Maires, Élus, Directeur Général des Services (DGS), Chargé de la prévention des risques, Agents et techniciens municipaux
DATE DE CRÉATION	2009 (sous l'appellation "Pavillon Orange")
DOCS DE RÉFÉRENCE	<ul style="list-style-type: none">• Plan Communal de Sauvegarde (PCS)• DICRIM• Dossier Départemental sur les Risques Majeurs (DDRM)
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Évaluer le niveau de préparation des collectivités aux situations de crise et identifier les axes de progrès• Mettre à niveau les pratiques communales destinées à assurer la sécurité des personnes et la protection de la population en cas d'événements majeurs• Valoriser par le label les actions de sauvegarde des populations mises en place
TYPE D'APPROCHE	Auto-évaluation <i>via</i> 2 questionnaires pédagogiques standardisés : <ul style="list-style-type: none">• le questionnaire Socle évalue le niveau de conformité de la collectivité à la législation des PCS et à la planification d'État en matière de risques majeurs• le questionnaire Capacités évalue les actions de la collectivité par thématique

7- Label Résilience France Collectivités (2)



 04 30 31 79 01  <https://label-resilience-france-collectivites.fr/>
 06 71 71 84 78  claire.menon@team-hcfdc.org

BUDGET INDICATIF

Auto-évaluation gratuite - Label payant

Le coût diffère en fonction du nombre d'habitants de la collectivité :

- entre 350 et 2000 euros pour une première labellisation
- entre 200 et 1500 euros pour un renouvellement de labellisation

Les tarifs incluent l'adhésion au HCFRN.

TEMPS NÉCESSAIRE À L'OBTENTION DU LABEL

Temps nécessaire à l'inscription sur le portail (i.e. cliquer sur le bouton d'accès aux questionnaires présents sur le site), la réception d'un mail informatif et la réalisation de l'auto-évaluation

RECONNAISSANCE

Notation donnée en référence à une performance atteinte par la commune candidate (résultats obtenus) - Remise d'un diplôme et d'un drapeau

VALIDITÉ

1 an - Renouvelable (il suffit de repasser les questionnaires)

AVANTAGES ASSOCIÉS

- Kit de communication
- Inscription au palmarès des communes labellisées
- Avantages de l'adhésion au HCFRN

ENTITÉS LABELLISÉES

83 communes labellisées au moins 1 fois depuis 2009

ÉCHELLE

Nationale



8- Label Résilience France Entreprises (1)



04 30 31 79 01



<https://label-resilience-france-entreprises.fr/>



06 71 71 84 78



claire.menon@team-hcfdc.org

PORTAGE

Haut Comité Français pour la Résilience Nationale (HCFRN)

ORGANISMES CIBLES

Entreprises de plus de 250 employés

ACTEURS CIBLES

Cadres dédiés aux fonctions de sécurité, sûreté, gestion de risques, de crises, de continuité d'activité et de gestion générale de l'entreprise, Responsables Qualité, Risk Manager

DATE DE CRÉATION

2022

DOC DE RÉFÉRENCE

- Plan de continuité d'activité
- Plan de gestion de crise
- Cartographie des risques
- Procédure de sécurité, sûreté, cyber
- Guide PCA du SGDSN
- Bonnes pratiques identifiées dans les normes ISO relatives à la résilience

OBJECTIFS

- Analyser les dispositifs de résilience de l'entreprise
- Évaluer la préparation organisationnelle et les capacités opérationnelles de l'entreprise face aux risques endogènes liés à son activité et aux risques exogènes de son environnement, notamment la préparation aux risques terroristes, sanitaires ou cyber
- Valoriser et comparer les dispositifs de résilience des parties prenantes de l'entreprise (établissements, sites, fournisseurs) autour d'un référentiel commun
- Valoriser par le label les actions de sauvegarde des populations mises en place



8- Label Résilience France Entreprises (2)



04 30 31 79 01



<https://label-resilience-france-entreprises.fr/>



06 71 71 84 78



claire.menon@team-hcfdc.org

TYPE D'APPROCHE

Auto-évaluation *via* 1 questionnaire pédagogique qui analyse les dispositifs de résilience de l'entreprise au travers de questions de dispositions générales et de questions relatives à des points particuliers d'attention dans les capacités organisationnelles et opérationnelles

BUDGET INDICATIF

Payant

Le coût diffère en fonction du nombre de salariés de l'entreprise :

- entre 1000 et 5000 euros pour une première labellisation
- entre 600 et 2500 euros pour un renouvellement de labellisation
- 1000 euros par jour pour un accompagnement

TEMPS NÉCESSAIRE À L'OBTENTION DU LABEL

Temps nécessaire à l'inscription sur le site, la réception des identifiants et la réponse au questionnaire en ligne

RECONNAISSANCE

Remise à l'entreprise d'un diplôme, du bouclier de la résilience et du bouclier "résilience structurelle"

VALIDITÉ

1 an - Renouvelable (il suffit de repasser les questionnaires)

AVANTAGES ASSOCIÉS

- Kit de communication
- Inscription au palmarès des entreprises labellisées
- Avantages de l'adhésion au HCFRN

ENTITÉS LABELLISÉES

Phase de test avec deux sites d'une entreprise

ÉCHELLE

Nationale



omar.belarbi@icade.fr



<https://www.icade.fr/concours-habitat-resilient>

PORTAGE	Y-Board d'Icade, groupe de collaborateurs
ORGANISMES CIBLES	Écoles d'architecture et de design en Ile-de-France, Écoles de Paysage
ACTEURS CIBLES	Étudiants inscrits en Master 1 et Master 2 et alumni
DATE DE CRÉATION	2020
OBJECTIFS	<p>Penser la résilience des territoires par la résilience de l'habitat. Il est demandé aux participants de répondre à la réflexion suivante : repenser le logement de demain et imaginer l'habitat résilient en intégrant 4 concepts clés :</p> <ul style="list-style-type: none">• santé et bien-être des occupants• adaptation aux changements climatiques• biodiversité intégrée• faible empreinte carbone
TYPE D'APPROCHE	Concours d'architecture avec rendu écrit et oral de soutenance
RECONNAISSANCE	<p>Dotation d'un montant de :</p> <ul style="list-style-type: none">• 1er prix : 4000 €• 2ème prix : 3000 €• 3ème prix : 2000 €
DURÉE DE VALIDITÉ	1 an
AVANTAGES ASSOCIÉS	Opportunité de travailler avec un cabinet d'architecture parisien prestigieux sur une réelle opération ; communication sur le concours et ses lauréats sur les réseaux sociaux
NB DE LAURÉATS	3
ÉCHELLE	Nationale

10- RESISCORE (1)



<https://www.association-resiliances.org/site/Agir/Label-Resilience-en-action/Label-incitatif-et-de-qualite>



presidence@association-resiliances.org

PORTAGE

Association RESILIANCES

ORGANISMES CIBLES

Entreprises, zones d'activités, acteurs relais des activités économiques

ACTEURS CIBLES

Activités économiques exposées aux risques naturels et technologiques majeurs, aux zones d'activités et artisanales, aux acteurs relais (association d'animation, etc...)

DATE DE CRÉATION

2019

DOCS DE RÉFÉRENCE

- Document Unique d'Évaluation des Risques (DUER)
- Plans prescrits par les Plans de Prévention des Risques (PPR)

OBJECTIFS

- Attester de la réalisation d'actions de prévention des risques majeurs par les entreprises et les encourager à agir
- Optimiser le développement économique en situation de risque
- Valoriser les actifs par l'entreprise dans le domaine de la protection des personnes et des biens, auprès des autorités, des autres entreprises (clients, fournisseurs, etc...)
- Sécuriser les transactions financières et l'optimisation des négociations assurantielles
- Valoriser les entreprises qui témoignent de leur bonne appropriation de la réglementation en matière de prévention des risques et de sa traduction concrète
- Faire reconnaître les actions des entreprises auprès des parties prenantes de la gestion des risques
- Donner aux entreprises de la visibilité auprès des pouvoirs publics



10- RESISCORE (2)



<https://www.association-resiliances.org/site/Agir/Label-Resilience-en-action/Label-incitatif-et-de-qualite>



presidence@association-resiliances.org

TYPE D'APPROCHE

Démarche volontaire : actions volontaires du candidat dans les champs de l'acculturation, du diagnostic de vulnérabilité et de la réalisation de travaux, de l'organisation et du suivi

RECONNAISSANCE

Résultat d'appréciation et de reconnaissance. La reconnaissance est un avis à dire d'experts, avec évaluation par niveau d'implication de l'activité ou de l'organisation dans le domaine de la prévention des risques majeurs. Attribution d'un niveau de 1 à 3 en fonction des actions réalisées

VALIDITÉ

1 à 3 ans - Renouvellement variable selon les actions réalisées par l'activité ou l'organisation (1 an, 2 ans, 3 ans)

ÉCHELLE

Nationale



11- sKarabée



contact@afpcnt.org



<https://afpcnt.org/>



04 65 27 11 70

PORTAGE	AFPCNT
ACTEURS CIBLES	Collectivités territoriales, associations, collectifs, entreprises, groupements, services de l'État, etc
DATE DE CRÉATION	2022
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Fédérer l'ensemble des acteurs engagés• Valoriser chaque action de résilience menées sur le territoire français• Être un point de repère pour la population et les autres acteurs en leur permettant d'identifier plus facilement les actions en faveur de la résilience et de la culture du risque• Boussole pour trouver des informations et outils de qualité
TYPE D'APPROCHE	Marque
RECONNAISSANCE	Apposition du logo de la marque
DURÉE DE VALIDITÉ	4 années
AVANTAGES ASSOCIÉS	<ul style="list-style-type: none">• Être acteur reconnu au niveau local et national• Gagner en lisibilité et légitimité• Appartenir et interagir avec un réseau d'acteurs partageant les mêmes objectifs et les mêmes valeurs pour un avenir plus résilient face aux risques majeurs• Disposer d'informations privilégiées• Bénéficier d'une mise en valeur des actions dans le cadre d'une communication et d'un dispositif de promotion à l'échelle nationale• Être un partenaire privilégié de l'AFPCNT• Disposer d'un cadre facilitateur pour le montage de partenariats et l'émergence de projets collectifs
ÉCHELLE	Nationale



12- Trophée des Bâtiments Résilients (1)



✓ Sarah.GERIN@mrn.asso.fr

✓ construction21@construction21.fr

✓ f.henry@qualiteconstruction.com

PORTAGE

Mission Risques Naturels, Construction21, Agence Qualité Construction

ORGANISMES CIBLES

Bâtiments résilients, privés ou publics (habitat individuel ou collectif, tertiaire ou industriel, commercial, établissement culturel, de santé, scolaire, etc...), neufs, rénovés ou reconstruits, conçus pour faire face aux aléas naturels et climatiques, ayant été ou non impactés par un aléa, ayant été exposés ou non

ACTEURS CIBLES

Personne physique ou morale (architecte, maître d'ouvrage, bureau d'étude, entreprise, etc.) ayant compétence à représenter le bâtiment proposé au concours et ayant reçu l'accord préalable du maître d'ouvrage

DATE DE CRÉATION

2020

OBJECTIFS

- Promouvoir la construction résiliente de bâtiments
- Valoriser des bâtiments adaptés à un ou plusieurs aléas naturels ou climatiques
- Apporter de la visibilité aux porteurs de ces projets existants
- Sensibiliser le secteur de la construction à la nécessité de prendre en compte les aléas climatiques et de concevoir des bâtiments résilients
- Inspirer les professionnels et acteurs de la construction de bâtiments pour leurs futurs projets
- Généraliser l'adaptation des bâtis aux différents risques auxquels ils font face

TYPE D'APPROCHE

Concours avec jury d'experts fournissant un travail d'analyse des projets



12- Trophée des Bâtiments Résilients (2)



✉ Sarah.GERIN@mrn.asso.fr

✉ construction21@construction21.fr

✉ f.henry@qualiteconstruction.com

RECONNAISSANCE

Cérémonie de remise de prix

VALIDITÉ

Le prix est attribué sans limite de temps

RENOUVELLEMENT

Il est possible de renouveler sa participation au concours mais avec un projet/bâtiment différent

AVANTAGES ASSOCIÉS

Visibilité offerte aux lauréats par :

- bénéficier d'une visibilité en France et dans les pays francophones grâce à un plan de communication multi-canal relayé par la MRN et ses partenaires, ainsi qu'à la cérémonie de remise des prix
- vidéo de présentation du projet financé entièrement par les organisateurs/partenaires du concours

NB DE RÉCOMPENSES

7 projets récompensés

ÉCHELLE

Nationale

Exemples de projets pour le Trophée des Bâtiments Résilients 2022 :

- Office intercommunal de tourisme Cèze - Cévennes (1er prix de l'innovation) :
<https://www.construction21.org/france/case-studies/h/office-intercommunal-de-tourisme-ceze-cevennes.html>
- Siège du parc national de la Guadeloupe - Basse-Terre (Grand Prix) :
<https://www.construction21.org/france/case-studies/h/siege-du-parc-national-de-la-guadeloupe.html>

13- Women's International Network on Disasters Risk Reduction



<https://www.undrr.org/news/undrr-announces-annual-award-celebrate-women-reducing-disaster-risk-their-communities>

PORTAGE	UNDRR
ORGANISMES CIBLES	Pays d'Asie-Pacifique
ACTEURS CIBLES	Femmes et citoyennes/résidentes permanentes de la région Asie-Pacifique
DATE DE CRÉATION	2016
OBJECTIFS	Célébrer le travail des femmes qui changent le domaine de la réduction des risques de catastrophes en utilisant des approches inclusives
RECONNAISSANCE	Remise de 2 prix : le <i>Rising Star Award</i> est attribué à une femme ayant fait preuve d'un fort potentiel au début de sa carrière ; l' <i>Excellence Award</i> , est attribué à une femme ayant réussi professionnellement dans le domaine de la RRC.
ÉCHELLE	Internationale



Le tableau ci-dessous donne un aperçu des efforts déjà réalisés en matière de reconnaissance des démarches de résilience et des progrès à venir dans le domaine :

N°	Démarche de reconnaissance de la résilience	Date de création	Nombre d'entités récompensées
1	AMITER	2019	A compléter
2	Bouclier Bleu France	2001 (sous l'appellation Comité Français du Bouclier Bleu - CFBB) 2019 (changement de nom pour Bouclier Bleu France)	A compléter
3	Bouclier de la Résilience	2013	170 établissements entre 2013 et 2018
4	Certification Gestion de crise	2021	40 personnes certifiées environ
5	Certification NF Habitat – NF Habitat HQE	2015	3 millions de logements certifiés
6	GPATIC	2016	A compléter
7	Label Résilience France Collectivités	2009	83 communes labellisées au moins 1 fois
8	Label Résilience France Entreprises	2022	Phase de test avec 2 sites d'une entreprise
9	L'Habitat Résilient	2020	3
10	RESISCORE	2022	A compléter
11	sKarabée	2022	49 actions labellisées
12	Trophée des Bâtiments Résilients	2020	7 projets récompensés
13	Women's International Network on Disasters Risk Reduction	2016	A compléter

14- Amélioration de la Gestion Individualisée de la Résilience aux Inondations des Systèmes territoriaux (AGIRISK)

 agirisk@cerema.fr

PORTAGE	Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA)
ACTEURS CIBLES	Collectivités territoriales, services de l'Etat, EPTB, gestionnaires de crise, etc
DATE DE CRÉATION	2019 <i>(la première version d'Agirisk sera disponible mi 2023)</i>
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Localiser et identifier les principales conséquences d'une inondation à différentes échelles visuelles tout en s'adaptant aux différents types d'utilisateurs (technicien, urbaniste, élu, gestionnaire de crise, etc)• Aider les acteurs locaux à réaliser un diagnostic de la vulnérabilité de leur territoire aux inondations• Mettre en place, suivre et évaluer des actions pertinentes de réduction de cette vulnérabilité
AVANTAGES ASSOCIÉS	<ul style="list-style-type: none">• Une plus grande réactivité grâce à la rapidité de production du diagnostic• Un lien plus fort entre ce diagnostic et les actions mises en œuvre• La possibilité d'assurer un véritable suivi dans le temps de la vulnérabilité
TYPE D'APPROCHE	Méthodologie basé sur le Référentiel National de vulnérabilité aux inondations et outil
VALIDITÉ	6 ans
ÉCHELLE	Nationale



15- Boussole de la Résilience (1)

Prototype de "référentiel" de la résilience des territoires et des organisations



nicolas.beaurez@cerema.fr



louise.rhodde@cerema.fr

PORTAGE

Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (Cerema)

ORGANISMES ET ACTEURS CIBLES

- Territoires : régions, départements, intercommunalités, communes, quartiers, bassins versants, parcs naturels, franges littorales, etc...
- Organisations : collectivités, établissements publics, entreprises, associations, habitants, etc...

DATE DE CRÉATION

2020

DOC DE RÉFÉRENCE

Cerema. 2020. La boussole de la résilience – Repères pour la résilience territoriale, *Les cahiers du CEREMA*, 51 p.

OBJECTIFS

- Éclairer :
 - éclairer les différentes dimensions de la notion de résilience territoriale de manière à la comprendre et à se l'approprier
- Mettre en œuvre :
 - renforcer la résilience des acteurs du territoire pour mieux anticiper/agir/rebondir/se transformer dans le temps et in fine réduire les vulnérabilités
 - accompagner la mise en œuvre et le suivi de projet de territoire soutenable en permettant d'intégrer à ce projet toutes les composantes de la résilience
 - construire un diagnostic de maturité en termes de résilience du territoire et de ses besoins
 - proposer des pistes de solutions et des exemples d'actions concrètes à déployer pour les 18 leviers d'actions de la résilience identifiés



15- Boussole de la Résilience (2)

Prototype de "référentiel" de la résilience des territoires et des organisations



nicolas.beaurez@cerema.fr



louise.rhodde@cerema.fr

OBJECTIFS

- Évaluer :
 - avoir une grille de lecture transversale des politiques publiques du territoire/projet/action
 - renforcer des plans d'actions
 - construire ou mettre en cohérence des stratégies
 - croiser des diagnostics

TYPE D'APPROCHE

Outil pratique à vocation pédagogique. Cadre de réflexion et d'action fondé sur 6 principes de la résilience et 18 leviers d'action, conçu comme un mode d'emploi qui guide les acteurs dans leurs démarches.

Trois modes d'utilisation de la boussole :

- en atelier avec un large nombre d'acteurs :
 - dans le cadre d'une présentation pour être mieux appréhendée
 - de façon plus participative avec la proposition par les acteurs de pistes d'actions autour des divers leviers pour renforcer la résilience du territoire/projet, ou leur identification d'actions déjà existante
- en "chambre" pour analyser les actions du territoire/projet par rapport à la résilience
- comme une grille de lecture/questionnement par les différents services des collectivités de la résilience du territoire/projet

VALIDITÉ

6 ans

ÉCHELLE

Nationale

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/boussole-resilience-quels-enjeux-quelle-strategie-mon>

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/boussole-resilience-adaptation-territoires-mode-emploi-du>



16- Calculateur de résilience

Service des Aides aux Communes et Structures Intercommunales



05 56 99 33 33



05 56 99 66 99



dgat-dcdt-sacsi@gironde.fr

PORTAGE	Conseil Départemental de la Gironde
ORGANISMES CIBLES	Département de la Gironde, collectivités territoriales
ACTEURS CIBLES	Porteurs de projets d'investissement
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Évaluer le taux de résilience d'un projet d'investissement• Identifier ce qui rend un projet d'investissement vulnérable et réorienter le projet si nécessaire• Sensibiliser les maîtres d'ouvrage aux enjeux de la résilience et les encourager à mettre en œuvre, dès leur conception, des projets d'aménagements durables s'inscrivant dans une dynamique de transition écologique, sociale et démocratique
TYPE D'APPROCHE	Questionnaire en ligne
RECONNAISSANCE	Obtention d'un taux de résilience : la note du projet est calculée grâce à la combinaison des valeurs attribuées à chaque réponse avant d'être ramenée à un taux de résilience.
ÉCHELLE	Départementale

Mode d'emploi : <https://www.gironde.fr/sites/default/files/2021-03/Notice-Questionnaire-Resilience-2021.pdf>

Faire le test : <https://enquetes33.gironde.fr/enquetes33/index.php/649892?newtest=Y&lang=fr>

17- How resilient is your coastal community ?



Guide proposant une méthode de résilience face aux risques naturels côtiers (par *U.S. Indian Ocean Tsunami Warning System Program*)

PORTAGE	Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID - <i>United States Agency for International Development</i>)
ORGANISMES CIBLES	Villes, collectivités
ACTEURS CIBLES	Acteurs des territoires sous pression d'un risque majeur
DATE DE CRÉATION	2007
DOCUMENT DE RÉFÉRENCE	<i>How resilient is your coastal community ? A guide for evaluating coastal community resilience to tsunamis and other hazards. USAID</i>
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Aider les territoires à devenir plus résilients face au risque côtier• Évaluer les vulnérabilités (les forces, les faiblesses et les manques)• Augmenter les capacités des territoires face au risque côtier
TYPE D'APPROCHE	<p>Le système est étudié à travers 8 dimensions indispensables pour la résilience (gouvernance, économie et société, gestion des ressources côtières, utilisation du sol et design des infrastructures, connaissance du risque, alerte et évacuation, gestion de crise et récupération après désastre).</p> <p>Les capacités retenues pour une communauté résiliente sont les capacités politiques et de planification, les capacités physiques et naturelles, les capacités sociales et culturelles, les capacités techniques et financières.</p> <p>La résilience est évaluée en croisant chaque dimension à ces 4 capacités.</p>
ÉCHELLE	Internationale

Lire le guide : https://www.crc.uri.edu/download/CCRGuide_lowres.pdf



18- Jeu de la résilience



Service des Aides aux Communes et Structures Intercommunales



05 56 99 33 33



dgat-dcdt-sacsi@gironde.fr



05 56 99 66 99

PORTAGE

Conseil Départemental de la Gironde

ORGANISMES CIBLES

Département de la Gironde, collectivités territoriales

ACTEURS CIBLES

Tout public

DATE DE CRÉATION

2020

OBJECTIFS

Appréhender les risques à l'échelle du territoire girondin et réfléchir en équipe à des actions résilientes pour atténuer et/ou s'adapter face à une accélération de stress et de chocs liés aux changements environnementaux et sociétaux

TYPE D'APPROCHE

Jeu de plateau

ÉCHELLE

Régionale

Suivre le MOOC depuis la plateforme : https://www.youtube.com/playlist?list=PL0FI9NTAk8N6vp4WvoKvEmt_MIm-6Wfy3

Suivre le MOOC sur Youtube : <https://mooc.gironde.fr/my/>



19- Méthodologie pour la résilience des infrastructures (1)

Une méthode développée pour la route et transposable à d'autres infrastructures



✉ resilience-infrastructures@cerema.fr

PORTAGE	Cerema
ORGANISMES CIBLES	Collectivités territoriales et gestionnaires privés d'infrastructures
ACTEURS CIBLES	Gestionnaires d'infrastructures et de transport
DATE DE CRÉATION	2019 (mais les premières réflexions datent de 2013)
DOC DE RÉFÉRENCE	Cerema. 2019. <i>Vulnérabilité et risques : les infrastructures de transport face au climat</i> , Connaissances (pour la partie d'analyse de vulnérabilités physiques et fonctionnelles)
OBJECTIFS	Assurer la résilience des réseaux d'infrastructures de transport en fournissant aux gestionnaires d'infrastructures et de réseaux des pistes d'action pour répondre aux enjeux liés aux impacts du changement climatique sur les infrastructures routières
TYPE D'APPROCHE	Prestations d'accompagnement ou assistance à maîtrise d'ouvrage
BUDGET INDICATIF	Le montant de la prestation est variable selon la commande
RECONNAISSANCE	<ul style="list-style-type: none">• Identifier les caractéristiques actuelles et futures des aléas• Analyser l'évolution des vulnérabilités notamment dans un contexte de changement climatique• Identifier les solutions d'adaptation les plus pertinentes• Définir une stratégie de résilience avec priorisation des solutions d'adaptation• Appropriation par les gestionnaires, ou prestations de formation, d'accompagnement et d'assistance à maîtrise d'ouvrage



19- Méthodologie pour la résilience des infrastructures (2)

Une méthode développée pour la route et transposable à d'autres infrastructures



resilience-infrastructures@cerema.fr

AVANTAGES ASSOCIÉS

Pour le gestionnaire : intérêt financier (optimisation des dépenses de fonctionnement et d'investissement par la mise en œuvre d'une stratégie de résilience), connaissance du réseau, pérennité du réseau et des fonctionnalités qu'il porte

VALIDITÉ

18 mois à 2 ans

ACTEURS CONCERNÉS

Environ une trentaine de gestionnaires accompagnés

ÉCHELLE

Nationale



20- "100 Resilient Cities" (1)

Méthode de diagnostic de résilience urbaine



<https://www.rockefellerfoundation.org/100-resilient-cities/>

<https://www.cityresilienceindex.org/#/>

PORTAGE	Fondation Rockefeller
ORGANISMES CIBLES	Villes
ACTEURS CIBLES	Gouvernements locaux (villes, municipalités, villages, communes, districts, provinces, états, etc...)
DATE DE CRÉATION	2013
OBJECTIFS	Renforcer la résilience urbaine dans les villes du monde entier en les aidant à devenir plus résistantes aux chocs et aux contraintes physiques, sociales et économiques
TYPE D'APPROCHE	La méthode présente plusieurs axes : santé et bien-être ; infrastructures et écosystèmes, économie et société ; infrastructure et environnement ; gouvernance et stratégie. Des objectifs de résilience sont associés à chaque axe. Des scores de résilience sont attribués pour chaque objectif. Le diagnostic de résilience du système est le résultat de l'agrégation du score de chaque objectif : il révèle les forces et les faiblesses de celui-ci sur chaque objectif de résilience.
BUDGET INDICATIF	160 millions de dollars



20- "100 Resilient Cities" (2)

Méthode de diagnostic de résilience urbaine



<https://www.rockefellerfoundation.org/100-resilient-cities/>

<https://www.cityresilienceindex.org/#/>

RECONNAISSANCE

100 villes sont sélectionnées à travers le monde pour bénéficier d'un soutien technique et de ressources pour développer et mettre en œuvre des plans de résilience urbaine

VALIDITÉ

6 ans

RENOUVELLEMENT

Engagement de 8 millions de dollars pour permettre à un nouveau projet de continuer à soutenir la mise en œuvre des initiatives de résilience incubées par le travail de 100 RC

AVANTAGES ASSOCIÉS

Ressources mises à disposition aux villes pour élaborer une feuille de route vers la résilience :

- conseils financiers et logistiques pour la création d'un poste de responsable de la résilience au sein de l'administration municipale
- soutien d'experts pour l'élaboration d'une stratégie de résilience solide
- accès à des solutions, des prestataires de services et des partenaires des secteurs privé, public et des ONG pouvant aider à développer et à mettre en œuvre leurs stratégies de résilience
- adhésion à un réseau mondial de villes membres

ENTITÉS CONCERNÉES

100 villes

ÉCHELLE

Internationale



21- The Disaster Resilience Scorecard for Cities (1)

Référentiel d'évaluation de la résilience



preventionweb@un.org

PORTAGE

UNDRR

ORGANISMES CIBLES

Villes, agences gouvernementales, collectivités

ACTEURS CIBLES

Gouvernements locaux (villes, municipalités, villages, communes, districts, provinces, états, etc...)

DATE DE CRÉATION

Mai 2017

DOC DE RÉFÉRENCE

Disaster resilience scorecard for cities – Preliminary level assessment, UNDRR, Mai 2017

OBJECTIFS

- Évaluer la résilience des villes aux catastrophes
- Suivre et examiner les progrès et les défis de la mise en œuvre du cadre de Sendaï pour la réduction des risques de catastrophes (RRC)
- Soutenir l'analyse de base pour la préparation des stratégies de RRC et de résilience

TYPE D'APPROCHE (1)

Outil d'auto-évaluation.

Tableau de bord structuré autour de 10 points essentiels pour rendre les villes résilientes.



21- The Disaster Resilience Scorecard for Cities (2)

Référentiel d'évaluation de la résilience



preventionweb@un.org

TYPE D'APPROCHE (2)

Système de questions associées à un système de notation.

Deux niveaux de notation possibles :

- niveau 1 : niveau préliminaire. Répond aux principaux objectifs et indicateurs du cadre de Sendai et comporte des sous-questions critiques. Cette approche est suggérée pour une utilisation dans le cadre d'un atelier multipartite de 1 à 2 jours en ville. Au total, il y a 47 questions indicateurs, chacune avec un score de 0 à 3.
- niveau 2 : niveau d'évaluation détaillée. Cette approche est un exercice multipartite qui peut prendre de 1 à 4 mois et peut servir de base à un plan d'action détaillé pour la résilience de la ville. L'évaluation détaillée comprend 117 critères indicateurs, chacun avec un score de 0 à 5

ÉCHELLE

Internationale

Lire le tableau de bord :

- https://mcr2030.undrr.org/sites/default/files/2021-08/UNDRR_Disaster%20resilience%20scorecard%20for%20cities_Preliminary_French_Feb2021.pdf
- https://mcr2030.undrr.org/sites/default/files/2021-08/UNDRR_Disaster%20resilience%20scorecard%20for%20cities_Detailed_French_Feb2021.pdf

Demandez l'accès au tableau de bord pour votre ville : <https://scorecard.undrr.org/>

22- The Disaster Resilience Scorecard for industrial and commercial buildings



preventionweb@un.org

PORTAGE	UNDRR
ORGANISMES CIBLES	Bâtiments ou campus commerciaux, industriels et multi-résidentiels appartenant à l'Etat ou au secteur privé
ACTEURS CIBLES	Propriétaires, gestionnaires, exploitants de bâtiments ou de campus commerciaux, industriels et multi-résidentiels appartenant à l'Etat ou au secteur privé
DATE DE CRÉATION	2020
DOC DE RÉFÉRENCE	<i>Disaster Resilience Scorecard for Industrial and Commercial Buildings. For Use by Building Owners, Operators and Managers, ARISE, 20 janvier 2020</i>
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none"> • Établir une base de référence pour la résilience des bâtiments et des campus aux risques naturels ou aux catastrophes d'origine humaine pour identifier et hiérarchiser les améliorations • Suivre les progrès réalisés au fur et à mesure que des améliorations sont apportées, que les effets du changement climatique deviennent apparents, que l'environnement urbain change, ou que le propriétaire et/ou l'exploitant du bâtiment change
TYPE D'APPROCHE	Outil d'auto-évaluation. Tableau de bord.
ÉCHELLE	Internationale

Lire le tableau de bord : https://www.preventionweb.net/files/69845_undrrbuildingscorecardfinalv1.3.pdf

23- Accompagnement de territoires pilotes franciliens dans leur réflexion sur la résilience territoriale

PORTAGE

ADEME Île-de-France

ORGANISMES CIBLES

4 collectivités territoriales franciliennes :

- Communauté d'Agglomération Grand Paris Sud
- Établissement Public Territorial Plaine Commune
- Communauté d'Agglomération Marne et Gondoire
- Conseil Départemental du Val de Marne

(élargi depuis à 10 autres collectivités d'Île-de-France)

ACTEURS CIBLES

Élus, fonctionnaires, acteurs socio-économiques

DATE

2021

OBJECTIFS

- Consolider l'accompagnement des territoires franciliens déjà engagés dans une stratégie de transition écologique
- Commencer à préparer l'intégration de la résilience territoriale dans les outils et dispositifs territoriaux

TYPE D'APPROCHE

Ateliers participatifs étalés sur plusieurs mois et visant à établir un diagnostic des territoires sur différents thèmes (eau, alimentation, énergie, services publics, etc...), identifier leurs forces et leurs faiblesses, définir des indicateurs de résilience et faire émerger des propositions d'actions

ÉCHELLE

Régionale



01 85 58 60 00



info@anct.gouv.fr

PORTAGE	Agence Nationale de la Cohésion des Territoires
ORGANISMES CIBLES	1000 communes de moins de 20 000 habitants exerçant des fonctions de centralité et présentant des signes de fragilité
ACTEURS CIBLES	Élus locaux
DATE DE CRÉATION	Janvier 2020
DOC DE RÉFÉRENCE	Contrats de relance et de transition écologique
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Développer des villes attractives et résilientes qui préservent l'environnement, la cohésion sociale et la qualité de vie de leurs habitants• Accompagner les petites communes dans des trajectoires de transition écologique et les aider à se doter d'un projet global de revitalisation
TYPE D'APPROCHE	<p>L'accompagnement repose sur 3 piliers :</p> <ul style="list-style-type: none">• un appui global en ingénierie pour donner aux petites villes les moyens de définir et de mettre en œuvre leurs projets• des outils et des expertises sectorielles pour répondre aux enjeux thématiques, dont des financements sur-mesure et ciblés• l'accès à un réseau professionnel : le « club des Petites villes de demain », pour favoriser l'innovation, l'échange d'expériences et le partage de bonnes pratiques entre acteurs du programme
BUDGET INDICATIF	3 milliards d'euros



01 85 58 60 00



info@anct.gouv.fr

VALIDITÉ

6 ans (2020-2026)

AVANTAGES ASSOCIÉS

- Financement d'études afin de renforcer leur capacité à concevoir, innover et s'engager dans des projets ambitieux de redynamisation
- Financement de postes de chargé de projets PVD, de managers de commerces
- Possibilité de bénéficier de réductions fiscales pour des travaux dans l'immobilier ancien, etc...
- Crédits liés à la relance de projets en matière d'écologie, de compétitivité et de cohésion numérique des territoires

ENTITÉS LABELLISÉES

+ 1600 communes

ÉCHELLE

Nationale



25- Plan "Action cœur de ville"

PORTAGE	Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales
ORGANISMES CIBLES	Villes moyennes jouant un rôle de centralité au sein des régions
ACTEURS CIBLES	Communes et intercommunalités ; pour les commerces et activités économiques et de services ; pour les propriétaires et locataires en centre-ville ; pour les promoteurs immobiliers et les bailleurs ainsi que pour les résidents et les visiteurs.
DATE DE CRÉATION	2018
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Redonner de l'attractivité et du dynamisme aux centres des villes moyennes• Améliorer les conditions de vie des habitants des villes moyennes• Conforter le rôle de moteur de ces villes dans le développement du territoire
TYPE D'APPROCHE	Conventions partenariales de financement structurées autour de 5 axes structurants : <ul style="list-style-type: none">• réhabilitation-restructuration de l'habitat en centre-ville ;• développement économique et commercial équilibré ;• accessibilité, mobilité et connexions ;• mise en valeur de l'espace public et du patrimoine ;• accès aux équipements et aux services publics
BUDGET INDICATIF	5 milliards d'euros
VALIDITÉ	5 ans
NB DE COMMUNES	234 communes sur 222 territoires métropolitains et ultramarins
ÉCHELLE	Nationale

Guide du programme national Action Cœur de Ville : <https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2021-10/Guide%20programme%20ACV%20-%20septembre%202021%20vf.pdf>



26- Charte d'engagement pour concevoir des quartiers résilients face au risque d'inondation

Une charte pour construire avec le risque d'inondation



01 87 36 45 00



<https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/inondation-une-charte-pour-construire-des-a3346.html>

PORTAGE

Préfet de la Région Ile-de-France et Préfet de Police de Paris

ORGANISMES CIBLES

Collectivités et établissements publics à caractère administratif, établissements publics en charge de la maîtrise d'ouvrage, associations de collectivités, architectes, urbanistes et EPpromoteurs immobiliers

ACTEURS CIBLES

Habitants et entreprises exposés au risque d'inondation

DATE DE CRÉATION

2018

OBJECTIFS

- Améliorer la résilience de l'Île-de-France au risque d'inondation
- Mieux tenir compte du risque d'inondation dans les projets de renouvellement urbain
- Trouver des solutions techniques et architecturales innovantes pour limiter les dommages durables aux biens et activités
- Raccourcir le délai de retour à la normale pour les habitants et entreprises

ÉCHELLE

Régionale

Lire la charte :

https://www.drieat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2018_03_12_charte_quartiers_resilients_v5_sign-2.pdf



27- Contrat de relance et de transition écologique

PORTAGE	Agence nationale de la cohésion des territoires
ACTEURS CIBLES	Élus, services de l'État, entreprises, acteurs socio-économiques, citoyens, habitants
DATE DE CRÉATION	2020
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Accélérer la relance et accompagner les transitions écologique, démographique, numérique, économique dans les territoires• Accompagner les collectivités territoriales et les élus locaux pour définir et mettre en œuvre leur projet de territoire tout au long de la nouvelle mandature
VALIDITÉ	6 ans
ÉCHELLE	Nationale



07 69 78 01 10



r4re@o-immobilierdurable.fr



<https://www.resilience-for-real-estate.com/>

PORTAGE

Observatoire de l'Immobilier Durable

ORGANISMES CIBLES

Collectivités et établissements publics en charge de la maîtrise d'ouvrage; associations de collectivités; architectes, urbanistes et promoteurs immobiliers

ACTEURS CIBLES

Acteurs de l'immobilier

DATE DE CRÉATION

2022

OBJECTIFS

- Proposer des pistes d'actions aux acteurs de l'immobilier qui souhaitent adapter leurs bâtiments aux risques climatiques auxquels ils sont exposés
- Contribuer à la mise en œuvre d'actions adaptatives sur le développement de projets neufs ou existants sur le parc bâti

TYPE D'APPROCHE

Plateforme cartographique proposant un diagnostic de résilience des surfaces bâties

ÉCHELLE

Internationale

Lire le guide : https://resources.taloen.fr/resources/documents/8691_OID21_Guide_des_actions_adaptatives_au_changement_climatique.pdf

29- Feuille de route Néo Terra de la région Nouvelle-Aquitaine



05 49 38 49 38



<https://www.neo-terra.fr/>

PORTAGE	Région Nouvelle-Aquitaine
ACTEURS CIBLES	Acteurs publics (département, métropole, communauté d'agglomération, communauté de communes, commune, etc), acteurs privés (entreprise, regroupement d'entreprises, etc) et acteurs associatifs de la région Nouvelle-Aquitaine
DATE DE CRÉATION	2019
OBJECTIFS	Accélérer et amplifier l'action régionale en matière d'accompagnement de la transition énergétique et écologique
TYPE D'APPROCHE	Démarche cadre, de nature programmatique, fixant 11 ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes. Sélection de projets en vue d'une labellisation.
RECONNAISSANCE	Labellisation Néo Terra
VALIDITÉ	3 ans, 6 ans, 10 ans
AVANTAGES ASSOCIÉS	Intégrer le réseau de partenaires de Néo Terra : découvrir les initiatives d'acteurs, être accompagné par la Région (conseils, mises en relation, dynamiser son image d'acteur
ÉCHELLE	Régionale

Lire la feuille de route Néo Terra : <https://fr.calameo.com/read/006009271f3d5d616d3ad>

Lire la synthèse Néo Terra : <https://fr.calameo.com/read/006009271006ffdb83b98>

Télécharger les fiches-actions Néo Terra : <https://www.neo-terra.fr/wp-content/uploads/NeoTerra-fiches-actions.pdf>

Plus d'infos sur la labellisation d'un projet : https://www.neo-terra.fr/wp-content/uploads/NeoTerra_labellisation_toutsavoir.pdf



mcr2030-global@un.org

PORTAGE

Groupe C40, ICLEI, IFRC, JICA, R-Cities, CGLU, ONU-HABITAT, UNOPS, Banque mondiale, WCCD, UNDRR

ORGANISMES CIBLES

Villes, administrations locales, gouvernements locaux (villes, municipalités, villages, communes, districts, provinces, états, etc...)

DATE DE CRÉATION

Lancée le 28 octobre 2020 - Opérationnelle depuis janvier 2021

OBJECTIFS

- Promouvoir des villes plus inclusives, sûres, résilientes et durables d'ici 2030
- Accompagner les villes dans leur démarche de réduction des risques et de renforcement de la résilience : aider les villes à réduire les risques de catastrophes et les risques climatiques locaux, à devenir plus résistantes aux chocs et aux contraintes physiques, sociales et économiques
- Favoriser la résilience urbaine
- Renforcer la résilience locale par des activités de sensibilisation, le partage des connaissances et des expériences, la constitution de réseaux synergiques d'apprentissage ville-à-ville, l'apport d'expertise technique, la mise en relation de plusieurs niveaux de gouvernement, et la création de partenariats.
- Améliorer la durabilité des villes
- Renforcer les partenariats internationaux et les collaborations : augmenter le nombre de partenariats axés sur la résilience aux niveaux mondial et régional en apportant aux villes une collaboration et un soutien

TYPE D'APPROCHE

La méthode présente plusieurs axes : santé et bien-être ; infrastructures et écosystèmes, économie et société ; infrastructure et environnement ; gouvernance et stratégie. Des objectifs de résilience sont associés à chaque axe. Des scores de résilience sont attribués pour chaque objectif. Le diagnostic de résilience du système est le résultat de l'agrégation du score de chaque objectif : il révèle les forces et les faiblesses du système sur chaque objectif de résilience.



mcr2030-global@un.org

VALIDITÉ	10 ans
AVANTAGES ASSOCIÉS	Outils, accès aux connaissances, systèmes de suivi et de communication d'informations, conseils et soutien techniques, accès au réseau des villes résilientes
ENTITÉS CONCERNÉES	1228 villes (1 ville française : Cannes)
ÉCHELLE	Internationale

Lire le guide pratique :

https://www.unisdr.org/campaign/resilientcities/assets/toolkit/Handbook%20for%20local%20government%20leaders%20%5B2017%20Edition%5D_English_ed.pdf

Consulter la feuille de route pour la résilience urbaine (libre accès) :

<https://mcr2030.undrr.org/sites/default/files/inline-files/MCR2030%20in%20French.pdf>

Guide pour rejoindre l'initiative : <https://mcr2030.undrr.org/dashboard-guide/local-government>

Tableau de bord accessible suite à l'engagement : <https://mcr2030dashboard.undrr.org/>



31- Stratégie de résilience de la Ville de Paris



resilience@paris.fr



www.paris.fr/municipalite/action-municipale/paris-resiliente-4264

PORTAGE	Ville de Paris Projet piloté par un Haut Responsable de la Résilience au sein de la l'administration municipale
ORGANISMES ET ACTEURS CIBLES	Services de la Ville de Paris, institutions externes et agences publiques ou parapubliques, opérateurs de réseaux, entreprises, startups, chercheurs, associations
DATE DE CRÉATION	2017
DOC DE RÉFÉRENCE	Mairie de Paris. <i>Stratégie de la Ville de Paris</i> , 2017
OBJECTIFS	6 enjeux prioritaires : <ul style="list-style-type: none">• Inégalités sociales, économiques, territoriales et cohésion sociale• Risque terroriste et contexte sécuritaire• Dérèglement climatique• Pollution de l'air• Seine et risques liés au fleuve• Gouvernance territoriale
TYPE D'APPROCHE	35 actions
ÉCHELLE	Locale

Lire la Stratégie de la Ville de Paris : <https://cdn.paris.fr/paris/2019/07/24/ebc807dec56112639d506469b3b67421.pdf>



32- Stratégie de résilience girondine



Stratégie girondine d'anticipation et d'adaptation urgente aux changements environnementaux et sociétaux

Service des Aides aux Communes et Structures Intercommunales



05 56 99 33 33



05 56 99 66 99



dgat-dcdt-sacsi@gironde.fr

PORTAGE

Conseil Départemental de la Gironde

ORGANISMES CIBLES

Département de la Gironde, collectivités territoriales

ACTEURS CIBLES

Acteurs locaux, citoyens

DATE DE CRÉATION

2019

OBJECTIFS

- Faire de la résilience un enjeu commun et partagé auprès des partenaires du département de la Gironde, des acteurs locaux ainsi que les citoyens
- Sensibiliser et appréhender au mieux la résilience territoriale, questionner ses postures et ses coopérations, en repenser des nouvelles et inciter à passer à l'action dès maintenant à la hauteur des enjeux

TYPE D'APPROCHE

Boîte à outils "résilience" composée :

- des guides pratiques de résilience pour les communes et ses groupements
- de l'outil d'auto-évaluation en ligne pour tester la résilience des projets
- du MOOC « La résilience, un récit transformateur ? »
- des 33 « Et si... », un document traduisant les données des diagnostics territoriaux girondins en 33 questions simples
- du jeu sérieux de la résilience
- de la démarche Labo'mobile+, une méthode pour accompagner des projets de transformation radicale sur les territoires au service de la transition sociale et écologique

ÉCHELLE

Régionale



33- Stratégie littorale Bresle Somme Authie (1)

PORTAGE

- Syndicat mixte de la Baie de Somme Grand Littoral Picard
- Communauté d'Agglomération des Deux Baies en Montreuillois

ORGANISMES CIBLES

Communes

ACTEURS CIBLES

Acteurs locaux, entreprises, habitants

DATE DE CRÉATION

2015 (en cours d'actualisation)

OBJECTIFS

- Permettre au site de la Baie de Somme de prendre en compte les impacts du changement climatique et de pouvoir s'y adapter
- Définir une stratégie à court, moyen et long termes de gestion intégrée du trait de côte
- Lutter contre la submersion marine, l'érosion des cordons dunaires, les éboulements par bloc de falaises
- Réduire les dommages sur les personnes, les biens, les activités économiques et l'environnement

- S'organiser pour ne pas paralyser le territoire en cas de catastrophe
- Permettre au territoire de se développer de manière durable
- Sensibiliser aux risques (informations et bonnes pratiques)
- Assurer la sécurité des personnes et des biens exposés aux aléas
- Trouver des solutions de protection douces et innovantes
- Pérenniser les activités économiques
- Réduire à long terme les coûts de gestion du trait de côte
- Adapter l'aménagement du territoire au risque littoral



33- Stratégie littorale Bresle Somme Authie (2)

TYPE D'APPROCHE

Programme d'actions et projets locaux.

Inscription en parallèle à la démarche PAPI Bresle-Somme-Authie (BSA). Le PAPI cible le risque inondation et définit une stratégie à court, moyen et long terme de traitement du risque recul du trait de côte (érosion) et éboulement de falaises pour la commune d'Ault.

BUDGET INDICATIF

55 Mi d'euros

VALIDITÉ

6 ans

COMMUNES CONCERNÉES

42 communes

ÉCHELLE

Régionale (Hauts de France et Normandie)

La newsletter : <https://www.baiedesomme.org/milieuxnaturels/docs/51385STRATEGIE-LITTORALE-NEWSLETTER-2020VF-WEB.pdf>

La plaquette : [https://www.somme.gouv.fr/content/download/19799/135998/file/Plaquette%20Papi%20-%20A3%20double%20\(vweb\).pdf](https://www.somme.gouv.fr/content/download/19799/135998/file/Plaquette%20Papi%20-%20A3%20double%20(vweb).pdf)

Le programme d'actions : <https://www.baiedesomme.org/milieuxnaturels/docs/88486Annexe-4-Fiches-actions-PAPI-BSA-Avenant-N-1-2019.pdf>

Les fiches actions territoire des falaises : <https://www.baiedesomme.org/milieuxnaturels/docs/28889Annexe-4-SUITE-Fiches-actions-territoire-des-falaises-PAPI-BSA-Avenant-N-1-2019.pdf>

Le dossier principal : <https://www.baiedesomme.org/milieuxnaturels/docs/93238DOSSIER-PRINCIPAL-PAPIBSA-27102015.pdf>



34- MOOC Résilience



Service des Aides aux Communes et Structures Intercommunales



05 56 99 33 33



dgat-dcdt-sacsi@gironde.fr



05 56 99 66 99



agenda21gironde@gironde.fr

PORTAGE

Conseil Départemental de la Gironde

ORGANISMES CIBLES

Département de la Gironde, collectivités territoriales

ACTEURS CIBLES

Agents, élus, habitants intéressés, collectifs citoyens mobilisés

DATE DE CRÉATION

2020

OBJECTIFS

- Identifier les défis qui se posent à nous
- Explorer le concept de résilience
- Imaginer et inspirer une stratégie de résilience tout en se centrant sur le « pourquoi »
- Créer une communauté apprenante autour de la résilience

TYPE D'APPROCHE

Série de vidéos organisées en 3 chapitres

RECONNAISSANCE

Obtention d'une note (donnée à titre indicatif)

ÉCHELLE

Nationale

Suivre le MOOC depuis la plateforme : https://www.youtube.com/playlist?list=PL0FI9NTAk8N6vp4WvoKvEmt_MlIm-6Wfy3

Suivre le MOOC sur Youtube : <https://mooc.gironde.fr/my/>



35- Podcast

« Résilience des territoires et transition écologique »

PORTAGE	Shift Project
ACTEURS CIBLES	Élus communaux, départementaux et régionaux
DATE	2022
OBJECTIFS	Mieux comprendre la notion de résilience
TYPE D'APPROCHE	2 épisodes : <ul style="list-style-type: none">• épisode 1 : résilience des territoires et transition écologique : comprendre• épisode 2 : Résilience des territoires et transition écologique : agir
ÉCHELLE	Nationale

Écouter l'épisode 1 du podcast : <https://podcast.ausha.co/time-to-shift/22-le-manuel-de-la-resilience-des-territoires-pour-les-elus-locaux>

Écouter l'épisode 2 du podcast : <https://podcast.ausha.co/time-to-shift/23-resilience-des-territoires-et-transition-ecologique-agir>



36- Projet de résilience territoriale proposé dans le cadre du séminaire de Semarang

Une démarche pour permettre à la ville de Semarang de se développer de façon pérenne



<https://www.cerema.fr/fr/actualites/resilience-du-littoral-indonesien-aux-risques-naturels>

PORTAGE

Cerema, Université Diponegoro (UNDIP) de Semarang
Séminaire co-présidé par le Recteur de l'UNDIP et l'Ambassadeur de France Climat

ORGANISMES CIBLES

Province de Java Centre, ministère des Travaux publics indonésien, Ville de Semarang, services administratifs, universités et services gestionnaires d'infrastructures, enseignants-chercheurs de l'ENTPE, établissement public territorial de bassin Ameva, entreprises françaises disposant de différents savoir-faire techniques mobilisables, en lien avec la subsidence

ACTEURS CIBLES

Habitants, entreprises, gestionnaires

DATE

7 octobre 2015

OBJECTIFS

- Établir un dispositif d'observation des effets de la subsidence
- Améliorer les conditions de vie des habitants par le développement d'un habitat résilient
- Adapter les infrastructures urbaines par l'innovation technique
- Favoriser une gestion globale de l'eau

TYPE D'APPROCHE

Un séminaire et deux séances de travail : l'une avec le représentant du gouverneur de la Province de Java Centre (Direction de la pêche), l'autre avec les services de planification de la Ville de Semarang (Bappeda)

ÉCHELLE

Internationale



37- Séminaire "Résilience des Outre-Mer aux risques majeurs dans le contexte du changement climatique"

Développer la résilience en valorisant les expériences martiniquaises

PORTAGE	Collectivité territoriale de Martinique, Association Française pour la Prévention des Catastrophes Naturelles et Technologiques
ORGANISMES CIBLES	Services de l'État, collectivités territoriales, services publics, secteur privé
ACTEURS CIBLES	Habitants, entreprises, gestionnaires
DATE	24 au 26 octobre 2022
OBJECTIFS	<ul style="list-style-type: none">• Développer la résilience en valorisant les expériences martiniquaises, en les partageant entre acteurs locaux et avec les invités provenant de l'Hexagone et des autres territoires ultramarins• Sensibiliser le grand public aux enjeux pour le territoire martiniquais
TYPE D'APPROCHE	Séances plénières, présentations à caractère scientifique, présentation du groupe Martinique AFPCNT, exposition (posters, matériels, etc.), visites de terrain, ateliers thématiques pluridisciplinaires et pluri-acteurs
ÉCHELLE	Locale (Martinique), Antilles, Outre-Mer, nationale



38- Séminaire "Résilience urbaine et gestion de crise"

Développement de la prévention des crises urbaines par le partage des connaissances et des expériences entre la France et l'Allemagne



<https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/resilience-urbaine-gestion-crise>

PORTAGE

Cerema Territoires et ville, Collegium de Lyon

ORGANISMES CIBLES

Scientifiques, experts en aménagement urbain, praticiens de la gestion des risques franco-allemands

ACTEURS CIBLES

Habitants, entreprises, gestionnaires

DATE

28 au 30 septembre 2016

OBJECTIFS

- Explorer systématiquement l'applicabilité du concept de résilience au milieu urbain
- Analyser les environnements contextuels de la gestion de crise en France et en Allemagne
- Examiner les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces liées aux pratiques actuelles
- Stimuler des partenariats et des projets communs entre la France et l'Allemagne

TYPE D'APPROCHE

Séances plénières, séances de travail en groupe

ÉCHELLE

Internationale



39- Séminaire "Résilience urbaine et sécurité des territoires"

Établissement d'un cadre de référence des besoins à satisfaire en travaillant dans la transversalité et en mobilisant l'action collective



<https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/resilience-urbaine-securite-territoires-crises-redoutees>

PORTAGE

Cerema Territoires et ville

ORGANISMES CIBLES

Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique, Ministère de la Transition écologique et solidaire, DREAL PACA, Université de Savoie Mont Blanc, Université de Strasbourg, DRIEA Île-De-France, Centre national de la fonction publique territoriale, revue Préventique, HAVEaPLAN

ACTEURS CIBLES

Collectivités, établissements publics, entreprises, habitants, etc...

DATE

19 et 20 octobre 2017

OBJECTIFS

- Construire une stratégie de réponse dans une situation de danger imminent à forts enjeux urbains
- Inscrire les processus lents et dommageables dans l'agenda de la prévention des crises
- Mobiliser et mettre en relation les acteurs intervenant dans différents cadres, à différentes échelles de territoires et de temps
- Considérer la reprise des activités comme une composante à part entière de la prévention des crises

TYPE D'APPROCHE

Séances plénières, ateliers

ÉCHELLE

Nationale



40- Séminaire "Sécurité globale et résilience des territoires"

Établissement d'éléments de méthode pour relever les défis auxquels les territoires sont confrontés



<https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/securite-globale-resilience-territoires-ingenierie-effets>

PORTAGE

Cerema Territoires et ville

ORGANISMES CIBLES

Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique, Ministère de la Transition écologique et solidaire, DREAL PACA, Zone de Défense Sud, Association nationale des collectivités pour la maîtrise des risques technologiques majeurs, Université de Savoie Mont-Blanc, Université de Strasbourg, Resalliance, Revue Préventique

ACTEURS CIBLES

Habitants, entreprises, gestionnaires

DATE

17 et 18 janvier 2019

OBJECTIFS

- Sécuriser les territoires eu égard aux défaillances des systèmes techniques
- Faire de la nature une composante majeure de l'aménagement urbain résilient
- Intégrer les risques dans l'aménagement des territoires et des infrastructures
- Assurer une prise en charge coordonnée des grands enjeux

TYPE D'APPROCHE

Table ronde, séances plénières, ateliers

ÉCHELLE

Nationale

Bibliographie

- ANAUT Marie. « La relation de soin dans le cadre de la résilience », *Informations sociales*, 2009/6 (n° 156), p. 70-78. DOI : 10.3917/inso.156.0070. URL : <https://www.cairn.info/revue-informations-sociales-2009-6-page-70.htm>
- BARROCA, Bruno, DINARDO, Maryline et MBOUMOUNA, Irène. « De la vulnérabilité à la résilience : mutation ou bouleversement ? », *EchoGéo* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 10 juillet 2013, consulté le 30 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/13439> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/echogeo.13439>
- Cerema. 20 août 2014. "La résilience, un outil pour les territoires ?". URL : <https://www.cerema.fr/fr/actualites/resilience-outil-territoires>
- Cerema. "Résilience urbaine et gestion de crise". Actes du séminaire franco-allemand tenu à Lyon du 28 au 30 septembre 2016. URL : <https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/resilience-urbaine-gestion-crise>
- Cerema. "Résilience urbaine et sécurité des territoires, crises redoutées, résilience escomptée et étapes à franchir". Actes du séminaire tenu à Lyon les 19 et 20 octobre 2017. 136 p. URL : <https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/resilience-urbaine-securite-territoires-crisis-redoutees>
- Cerema. "Sécurité globale et résilience des territoires : ingénierie, effets de levier et stratégies à promouvoir". Actes du séminaire tenu à Lyon les 17 et 18 janvier 2019. 186 p. URL : <https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/securite-globale-resilience-territoires-ingenierie-effets>
- Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), CEREMA, Villes et territoires résilients. Études et documents n°123. Auteurs : CHARREYRON-PERCHET, Anne, GUEZO, Bernard, VILLAR, Clara. Mai 2015. 53 p. URL : <http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/document.html?id=Temis-0081965>
- CYRULNIK, Boris, SERON, Claude. 2009. *La résilience ou comment renaître de sa souffrance ?*, Fabert Eds, Penser Le Monde De L'enfant, 248 p.
- DAUPHINE André, PROVITOLLO Damienne, « La résilience : un concept pour la gestion des risques », *Annales de géographie*, 2007/2 (n° 654), p. 115-125. URL : <https://www.cairn.info/revue-annales-de-geographie-2007-2-page-115.htm> ; DOI : 10.3917/ag.654.0115
- GUEZO, Bernard. 16 juin 2022. « Se préparer à gérer les conséquences d'un accident nucléaire ». Séminaire de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire, Fontenay-aux-Roses

- GUEZO, Bernard. Blog - Vers un monitoring des territoires. URL : <https://monitorage.fr/>
- HOLLING, Crawford Stanley. 1973. « Resilience and Stability of Ecological Systems », *Annual Review of Ecology and Systematics*, Vol. 4, 23 p. DOI : <https://doi.org/10.1146/annurev.es.04.110173.000245>
- LHOMME, Serge. 2012. « Les réseaux techniques comme vecteur de propagation des risques en milieu urbain – Une contribution théorique et pratique à l’analyse de la résilience urbaine », thèse de doctorat, Université Paris-Diderot – Paris 7
- Mission d’information parlementaire sur la résilience nationale. Rapport d’information déposé le 23 février 2022. URL : https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/resinat/l15b5119_rapport-information#
- PAQUET, G. 1999. La résilience dans l’économie. *L’AGORA*, n°7, p. 14
- PROVITOLLO, Damienne. 2019. « Des modèles multiples pour l’étude des risques et catastrophes ». Géographie. Université Côte d’Azur. URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-02424470>
- QUENAULT, Béatrice. « De Hyōgo à Sendai, la résilience comme impératif d’adaptation aux risques de catastrophe : nouvelle valeur universelle ou gouvernement par la catastrophe ? », *Développement durable et territoires* [En ligne], Vol. 6, n°3 | Décembre 2015, mis en ligne le 18 décembre 2015, consulté le 16 mai 2022. URL : <http://journals.openedition.org/developpementdurable/11010> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/developpementdurable.1101>
- Site Internet de publication géographique numérique Géoconfluences : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/>
- TOUILI, Nabil. « Adaptation des zones côtières aux changements climatiques : Cadre opérationnel de renforcement de la résilience, appliqué à la gestion des risques d’inondation au niveau de l’estuaire de la Gironde, France ». Sciences de la Terre. Université Paris Saclay (COMUE), 2016. Français. URL : <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-01919654>
- UNDRR. (2005). *Cadre d’action de Hyogo pour 2005-2015 : Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes*
- UNDRR. (2015). *Cadre d’action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)*
- UNISDR. (2009). *Terminologie pour la Prévention des risques de catastrophe*
- VALEANU, Léna. 2022. « La résilience territoriale à l’épreuve des actions de prévention des risques majeurs : appliquer le concept à des situations concrètes »



Vous souhaitez en connaître plus sur les pratiques de la réduction des risques de catastrophes ou prendre part à leur évolution ?

REJOIGNEZ-NOUS !



www.afpcn.org



[@AFPCN_risques](https://twitter.com/AFPCN_risques)



[LinkedIn AFPCNT](#)



contact@afpcn.org

Restez informés de nos prochains événements !

L'AFPCNT (Association française pour la prévention des catastrophes naturelles et technologiques) poursuit l'action du Comité français de la Décennie internationale de prévention des Catastrophes Naturelles (DIPCN), en tant que centre national de réflexion collective transversale et multirisque sur la problématique de la réduction des risques de catastrophes et acteur reconnu de la coopération internationale dans ce domaine.

